

C-09-2005

**La participation syndicale et des autres
acteurs de la société civile dans les
conférences régionales des élus (CRÉ) :
portrait, alliances, stratégies.**

Vincent van Schendel
En collaboration avec Fanny Schenck

Décembre 2005

Cahiers de l'ARUC-ÉS

Cahier N° C-09-2005

« La participation syndicale et des autres acteurs de la société civile dans les conférences régionales des élus (CRÉ) : portrait, alliances, stratégies.»

Questions posées à l'intervention syndicale en développement régional et local.

Par Vincent van Schendel

En collaboration avec Fanny Schenck

Étude réalisée dans le cadre de

l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS)

en collaboration avec la CSN, la FTQ et la CSQ

ISBN 2-89276-3827

Dépôt Légal: Décembre 2005

Bibliothèque Nationale du Québec

Bibliothèque Nationale du Canada

Table des matières

| | |
|---|------------|
| Table des matières | i |
| Liste des schémas et tableaux | iii |
| Liste des abréviations, sigles et acronymes..... | iv |
| Avant-propos..... | v |
| Résumé..... | vi |
| 1- Mise en contexte..... | 1 |
| 2- La démarche de l'enquête..... | 5 |
| 2.1 <i>Objectifs</i> | <i>5</i> |
| 2.2 <i>Méthodologie et sources des informations.....</i> | <i>5</i> |
| 3- La composition des CRÉ et la présence syndicale..... | 8 |
| 3.1 <i>Ce que dit la Loi 34.....</i> | <i>8</i> |
| 3.2 <i>Classification proposée</i> | <i>8</i> |
| 3.3 <i>Vue d'ensemble</i> | <i>9</i> |
| 3.4 <i>Les « membres additionnels »</i> | <i>9</i> |
| 3.5 <i>La présence associative.....</i> | <i>10</i> |
| 3.6 <i>La présence syndicale</i> | <i>13</i> |
| 4- Les enjeux..... | 16 |
| 4.1 <i>Le mouvement syndical : acteur du développement ?</i> | <i>16</i> |
| 4.2 <i>L'importance de la CRÉ comme instance, la décentralisation et la régionalisation</i> | <i>16</i> |
| 4.3 <i>Le fonctionnement des CRÉ et la démocratisation : question de gouvernance</i> | <i>17</i> |
| 4.3.1 <i>Les conseils d'administration</i> | <i>167</i> |
| 4.3.2 <i>Les commissions et comités.....</i> | <i>167</i> |
| 4.3.3 <i>Les consultations plus larges</i> | <i>168</i> |
| 4.4 <i>Les relations entre les acteurs et les alliances</i> | <i>19</i> |
| 4.5 <i>Les objectifs et la vision du développement</i> | <i>21</i> |
| 4.6 <i>Les liens avec l'action sectorielle</i> | <i>23</i> |
| 4.7 <i>L'action politique</i> | <i>23</i> |

| | |
|---|-----------|
| 5. Les perspectives | 24 |
| 5.1 <i>La mobilisation syndicale</i> | 24 |
| 5.2 <i>L'action externe</i> | 25 |
| 5.2.1 <i>La participation aux CRÉ et aux autres instances de concertation et de développement</i> | 25 |
| 5.2.2 <i>Les coalitions avec les alliés naturels</i> | 26 |
| 5.2.3 <i>Une combinaison des deux stratégies précédentes</i> | 27 |
| 5.2.4 <i>L'engagement citoyen</i> | 28 |
| 6- Conclusion : quel avenir pour les CRÉ? | 31 |
| Bibliographie | 32 |
| Annexe 1 : Tableaux – Composition des CRÉ | 34 |

Liste des schémas et tableaux

Schémas

| | |
|---|----|
| Schéma 1 : La régionalisation de Québec : une démarche...centralisatrice ?..... | 4 |
| Schéma 2 : Dynamique des alliances du point de vue syndical | 20 |

Tableaux

| | |
|---|----|
| Tableau 1 : Synthèse de la composition des CRÉ, mai 2005 | 11 |
| Tableau 1b : Synthèse de la composition des CRÉ hors Montréal, mai 2005..... | 11 |
| Tableau 2 : Présence "associative" dans les CRÉ - mai 2005 | 12 |
| Tableau 2b : Présence "associative" dans les CRÉ hors Montréal - mai 2005..... | 12 |
| Tableau 3 : Présence syndicale dans les CRÉ | 14 |
| Tableau 4 : Présence syndicale par région..... | 14 |
| Tableau 5 (récapitulatif) : Composition des CA des CRÉ : éléments synthèses | 30 |

Liste des abréviations, sigles et acronymes

| | |
|-----------|---|
| ARUC-ÉS : | Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale |
| CA : | Conseil d'administration |
| CDEC : | Corporation de développement économique communautaire |
| CESIM : | Comité d'économie sociale de l'île Montréal |
| CIMM : | Conseil intersyndical du Montréal métropolitain |
| CLD : | Centres locaux de développement |
| CRD : | Conseil régional de développement |
| CRÉ : | Conférence régionale des élus |
| CRES : | Comité régional d'économie sociale |
| CRPMT : | Conseil régional des partenaires du marché du travail |
| CSN : | Confédération des syndicats nationaux |
| CSQ : | Centrale des syndicats du Québec |
| DRL : | Développement régional et local |
| ÉS : | Économie sociale |
| FTQ : | Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec |
| MRC | Municipalité régionale de comté |
| SADC : | Société d'aide au développement des collectivités |
| SFPQ : | Syndicat de la fonction publique du Québec |
| SOLIDE : | Société locale d'investissement dans le développement de l'emploi |
| PPP : | Partenariat public-privé |
| UQAC : | Université du Québec à Chicoutimi |
| UQAM : | Université du Québec à Montréal |

Avant-propos

Cette étude a été réalisée en collaboration avec la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) et la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) dans le cadre de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) et effectuée entre janvier et novembre 2005.

Le comité d'encadrement ayant suivi et alimenté le déroulement de cette recherche était composé des personnes suivantes :

- France Bernier, CSQ
- Denis Bussièrès, coordonnateur à l'ARUC-ÉS
- Gilles Bourque, Fondation
- Pierre Deschesne, UQAC
- Esther Désilets, FTQ
- Jean-Marc Fontan, Sociologie, UQAM
- François Lamarche, CSN
- Richard Lanthier, CSN
- Margueritte Mendell, École des affaires publiques et communautaires, Université Concordia
- Jean Sylvestre, Fonds de solidarité FTQ

Toutes ces personnes ont grandement contribué à l'analyse et à l'accès aux informations. Nous les en remercions ainsi que madame Fanny Schenck, stagiaire de l'Institut d'étude politique de Grenoble, qui a, notamment, minutieusement constitué la base de données à la base de l'analyse quantitative. Un grand merci également à madame Francine Pomerleau qui a assuré la révision linguistique de ce texte.

Résumé

La présente étude vise à identifier la participation des syndicats, du mouvement associatif et de la société civile en général dans les conférences régionales des élus (CRÉ) en 2005, soit peu après la mise sur pied de ces organismes en vertu de la Loi 34. De là, on tente de cerner les stratégies en oeuvre du point de vue syndical et les alliances entre les différentes composantes de la société civile. Il se dégage ce qui suit.

Malgré l'adoption de la Loi 34 par le gouvernement du Québec en décembre 2003 – loi qui confère au moins les deux tiers des sièges des conseils d'administration (CA) des CRÉ aux élus municipaux et qui permet à ceux-ci de nommer les « personnes additionnelles » composant les autres sièges – les syndicats ont maintenu une présence au CA de près de la moitié des CRÉ. Cette présence est fragile, mais réelle. Fragile, car elle peut formellement être mise en cause n'importe quand par les élus. Réelle, car les 17 sièges détenus dans 9 CRE témoignent d'un enracinement indéniable des syndicats et du caractère incontournable de leur présence. À cette présence au CA des CRE, s'ajoute une présence aux différentes commissions sectorielles progressivement mises sur pied par les CRÉ et à diverses activités organisées par celles-ci.

Les syndicats sont aussi présents dans d'autres organismes de concertation et de développement, dont la recension exacte n'a cependant pas fait l'objet de cette étude : les conseils locaux de développement (CLD), le Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT), les corporations de développement économique (CDEC), la Société d'aide au développement des collectivités (SADC), etc., en plus, pour la FTQ, les sociétés locales d'investissement pour le développement de l'emploi (SOLIDE) et les fonds régionaux de solidarité.

Les stratégies déployées passent aussi par une action en dehors des CRÉ et de toute structure de concertation : coalitions temporaires ou permanentes avec d'autres acteurs associatifs, actions autonomes sur le terrain, interpellation des pouvoirs publics, etc. Ces formes d'action, plus « politiques », sont présentes dans toutes les régions.

Cet examen met à jour la diversité et la complémentarité des stratégies syndicales et la diversité des alliances développées sur le terrain. Celles-ci s'effectuent, pour ces différents acteurs, en fonction de visions du développement qui sont convergentes, bien que pas toujours clairement explicitées.

1- Mise en contexte

Au printemps 2004, le gouvernement du Québec (libéral) présentait son projet de décentralisation et de déconcentration¹. Ce dernier, était-il précisé, devait se dérouler en trois phases.

1. La première phase amorcée par la Loi 34 concernait un changement de gouvernance en région. En habilitant « les élus municipaux à assumer une plus grande responsabilité dans le développement [...] de leur région », en leur donnant la majorité des postes au CA des CRÉ, en leur donnant la possibilité de transformer les CLD et en enlevant, pour ainsi dire, toute représentation organique à la société civile, Québec définit ainsi avec qui il veut négocier les prochaines étapes.
2. La deuxième phase consistait en une consultation sur ce qui pouvait être décentralisé : d'une part, à partir d'un travail interne aux différents ministères, d'autre part, à travers les demandes émanant des municipalités via les CRÉ. Cette phase doit se concrétiser par la publication très prochaine d'un document de consultation du gouvernement de Québec sur les possibilités de la décentralisation.
3. La troisième phase, prévue à l'automne 2005, consisterait en la signature d'ententes qui concrétisent ces orientations : l'entente serait signée avec les CRÉ ou les unions municipales, et décentraliserait vers les municipalités régionales de comté (MRC et les municipalités, via un nouveau pacte fiscal initialement prévu en décembre 2005.

Cette démarche, annoncée dans plusieurs documents gouvernementaux, est amorcée par la Loi 34 par deux protocoles d'entente (avec les unions municipales et les CRÉ), de même que dans les discussions à la Table Québec–régions et la Table Québec–municipalités. Il semble cependant que l'échéancier gouvernemental ait été retardé.

¹ Voir les documents suivants dans la série « *Briller parmi les meilleurs* », publiés par le gouvernement du Québec :

- *La vision et les priorités d'action du gouvernement du Québec* (2004) ;
- *Devenir maître de son développement : la force des régions – phase 1 : une nouvelle gouvernance régionale* (2004) ;
- *Moderniser l'État. Pour des services de qualité aux citoyens*. (Document sur la réforme de l'appareil gouvernemental), mai 2004.

Les objectifs de la Loi 34 sont formulés ainsi :

- « au palier local, renforcer le rôle et les responsabilités des structures municipales en matière de développement économique et de soutien à l'entrepreneuriat ;
- au palier régional, permettre aux élus municipaux rassemblés à ce niveau de jouer un rôle accru dans le développement de la région et d'influencer véritablement les choix gouvernementaux dans le sens des priorités régionales. »

Le mandat des CRÉ est de :

- favoriser la concertation des partenaires de la région ;
- évaluer les organismes de planification et de développement aux paliers local et régional, dont le financement provient en tout ou en partie du gouvernement ;
- donner, le cas échéant, des avis au ministre sur le développement de la région ;
- établir un plan quinquennal de développement ;
- conclure des ententes spécifiques avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires (Loi 34, article 99).

Si plusieurs intervenants s'entendent pour qualifier « d'improvisation » la mise en place des CRÉ et constater que celle-ci s'est traduite concrètement par « une année de perdue », force est tout de même de constater la présence d'une logique d'ensemble relativement cohérente. La réforme des structures régionales se présente en effet, quand on examine les modalités de réalisation, assez... centralisatrice : tout procède par des ententes entre Québec et les CRÉ, les MRC et les municipalités ; les MRC donnent à leur tour des mandats aux CLD et les CRÉ évaluent les CLD². Il s'agirait d'une délégation de gestion où

² La Loi 34 ne mentionne pas formellement le mandat d'évaluer les CLD, mais définit le mandat « d'évaluer les organismes de planification et de développement au palier local et régional, dont le financement provient en tout ou en partie du gouvernement » (article 99), ce qui inclut les CLD. Les autres mandats des CRÉ sont de favoriser la concertation des partenaires de la région.

la possibilité d'intervention d'autres acteurs se trouverait amoindrie et qui permettrait en fait un accroissement du contrôle de l'État sur les décisions locales³.

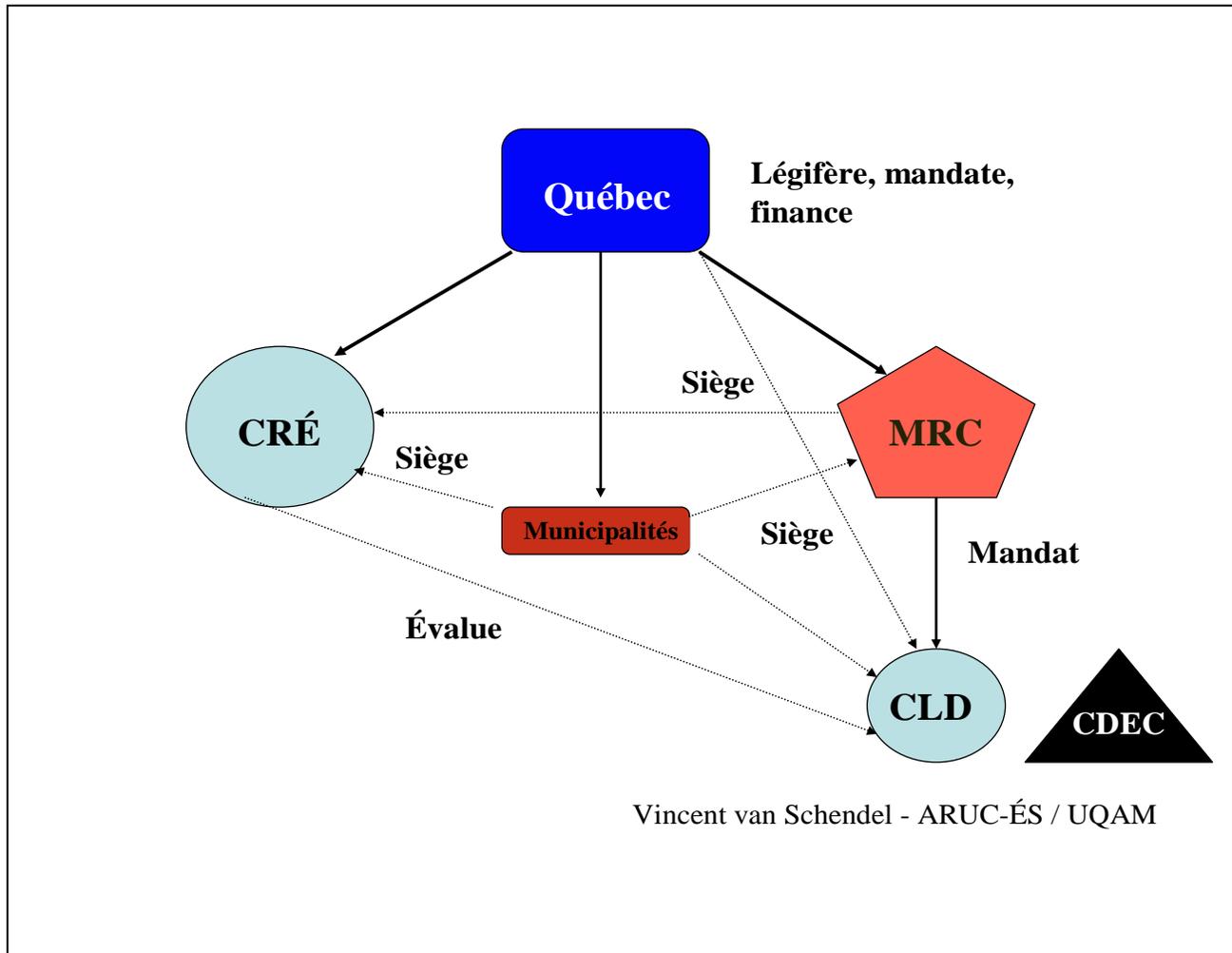
Dans plusieurs domaines du secteur public, des réformes se préparent qui allient du reste concrètement décentralisation et partenariats public-privé : commissions scolaires, réseau collégial, santé et services sociaux, etc. Il est d'ailleurs permis de se demander si la Loi 34 et l'ensemble du plan de Québec ne doivent pas davantage s'interpréter comme un élément de réforme de la gestion des services publics que comme un instrument de développement régional.

Le débat sur la régionalisation et la décentralisation reste ouvert. L'objet de ce texte est cependant plus modeste. Nous nous demanderons ici quel est, après un an d'implantation, la situation sur le terrain, au-delà de ce que prescrit le texte de loi.

³ On assisterait donc à « un accroissement du pouvoir de l'État afin de mieux contrôler les décisions locales en utilisant les échelons inférieurs comme instrument de consensus (et de paix sociale) nécessaire à la bonne gouvernance locale. CSQ : *Mondialisation néo-libérale, développement local et décentralisation*, document no A0405-CG-056, p. 10, février 2005.

Schéma 1

La régionalisation de Québec : Une démarche... centralisatrice ?



2- La démarche de l'enquête

2.1 Objectifs

L'objectif que nous nous étions fixé au départ peut être résumé comme suit :

Identifier l'état de la mobilisation de la société civile en 2005, et particulièrement du mouvement syndical, dans les différentes régions du Québec, après la mise sur pied des CRÉ, de même que les stratégies mises en œuvre pour maintenir et développer la mobilisation.

Plus spécifiquement, il s'agit ici :

- de tracer un portrait factuel de la composition des CRÉ ;
- de documenter l'impact de la mise sur pied de ces dernières dans les différents territoires ;
- d'identifier les pistes de mobilisation actuellement en œuvre de la part des différents acteurs de la société civile et, éventuellement, d'autres acteurs régionaux.

2.2 Méthodologie et sources des informations

La cueillette d'informations sur la composition des conseils d'administration des CRÉ a été faite en combinant différentes sources :

- les sites Internet des CRÉ, lorsqu'ils existent ;
- les informations fournies par des représentants des CRÉ elles-mêmes lorsque rejointes par courriel ou par téléphone ;
- une compilation effectuée par le Comité d'économie sociale de l'île de Montréal (CESIM) à Montréal ;
- l'enquête CSN sur la participation syndicale dans les CRÉ, réalisée à l'automne 2004 ;
- l'enquête réalisée en septembre 2004 par le Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec ;
- une compilation de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) ;

- des entrevues téléphoniques ou en personne avec quelques présidences de conseils centraux de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et quelques conseillers régionaux de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ).

Le croisement de ces sources d'information nous a d'abord permis de rassembler la liste des membres du conseil d'administration (CA) des 19 CRÉ (sur 21)⁴. Les tableaux présentés dans ce texte proviennent de l'analyse de ces données et un tableau synthèse par CRÉ est présenté en annexe.

L'analyse de la dynamique entre acteurs et des stratégies en présence a été réalisée dans un premier temps à partir :

- d'entrevues téléphoniques ou en personne avec quelques présidences de conseils centraux de la CSN, de quelques permanents régionaux de la FTQ et d'une représentante du Chantier de l'économie sociale ; ces entrevues ont été réalisées en mars 2005 ;
- de quatre sessions de formation à la FTQ, entre janvier et avril 2005 ; à l'occasion de ces sessions, des débats avec les directeurs généraux de cinq CRÉ ont été organisés⁵ ;
- d'une discussion collective à l'occasion d'une journée de réflexion organisée par le Conseil central de Québec (CSN) en mars 2005 ;

Près de 75 personnes ont, dans un premier temps, été rejointes au cours de cette enquête effectuée entre janvier et avril 2005. Un comité d'encadrement a également suivi le déroulement de l'enquête. Ce comité était composé de représentants et représentantes de la CSN, de la FTQ, de la CSQ, de Fondation et du Fonds de solidarité FTQ, ainsi que de professeurs associés à l'ARUC-ÉS. Ce comité a permis de discuter les principaux constats qui se dégagent de l'enquête au fur et à mesure du déroulement de celle-ci et d'en préciser l'analyse. Plusieurs versions de ce document ont été discutées pendant cette période.

⁴ Les CRÉ de la région Nord-du-Québec et celle de Kativik manquent à l'appel.

⁵ Abitibi-Témiscamingue (janvier), Laurentides-Lanaudières (février), Bas-Saint-Laurent/Gaspésie (mars), Saguenay/Lac-St-Jean (avril).

À la suite de ces discussions, le comité d'encadrement décidait d'organiser, en septembre 2005, un séminaire réunissant des représentantes et représentants syndicaux des trois centrales CSN, CSQ et FTQ, de toutes les régions du Québec, et quelques chercheurs associés à l'ARUC-ÉS pour présenter les résultats de l'enquête et en discuter les conclusions. Quarante-cinq personnes se sont à cette occasion réunies à Montréal. Le responsable de la recherche a également participé à six autres sessions de formation à la FTQ à l'automne 2005, durant lesquelles ces résultats ont aussi été présentés et discutés⁶. Les directeurs généraux ou présidents de six autres CRÉ ont alors participé aux discussions, en plus de nombreux autres invités.

La présente version de ce rapport intègre plusieurs des commentaires formulés à ces différentes occasions. Au total, près de 200 personnes ont été consultées dans le cadre de cette enquête.

Les entrevues, discussions de groupe, le séminaire, les formations et rencontres du comité d'encadrement ont permis de recueillir les informations et d'analyser la dynamique de la mobilisation et des alliances dans les régions, dans les CRÉ, ou en dehors de celles-ci, et de cerner quelques éléments de perspectives pour l'intervention syndicale ; plusieurs de ces éléments peuvent selon nous être généralisés à d'autres acteurs de la société civile. La présente enquête s'étant concentrée sur la présence syndicale, et les entrevues s'étant surtout effectuées auprès de représentants syndicaux, il faudrait éventuellement la compléter par une consultation d'autres acteurs de la société civile. Dans la mesure où plusieurs CRE en étaient encore à leur phase de démarrage, il est également possible que la situation ait évolué entre cette période et le moment où ce texte sera diffusé.

⁶ Côte-Nord (septembre), Montréal (septembre), Estrie (octobre), Québec (novembre), Outaouais (novembre), Mauricie (novembre).

3- La composition des CRÉ et la présence syndicale

3.1 Ce que dit la Loi 34

La Loi 34 prévoit que le CA des CRÉ est composé par au moins deux tiers d'élus municipaux, de préfets de MRC et de représentants des nations amérindiennes (article 100). La CRÉ nomme par ailleurs à son CA des « membres additionnels dont le nombre ne peut excéder le tiers de l'ensemble de ses membres [...] choisis après consultation des organismes que la conférence considère représentatifs des divers milieux présents dans la collectivité à desservir, notamment ceux qui sont issus des milieux de l'économie, de l'éducation, de la culture et de la science » (article 101).

La composition de ces « membres additionnels » est assez large, et libre à chaque CRÉ de pourvoir ces postes par des personnes des milieux institutionnel, privé, associatif, etc., et de décider quels types d'acteurs ils veulent autour de la table. Plusieurs CRÉ utilisent l'expression « socioéconomiques » pour désigner ces membres additionnels qui sont, la plupart du temps, appelés à siéger sur une base individuelle. Rien n'interdit que ces personnes proviennent formellement d'organisations ou qu'elles les représentent : trois CRÉ ont d'ailleurs des sièges attitrés au mouvement syndical (Montréal, Côte-Nord, Capitale nationale). Mais la loi ne le prévoit pas non plus, laissant les différentes CRÉ interpréter cette catégorie à leur guise.

3.2 Classification proposée

La classification par « milieux » (économie, éducation, etc.) nous paraissant peu propice à la compréhension de la dynamique au sein des CRÉ, nous avons reclassifié ces autres membres en différentes catégories :

- un secteur « Institutionnel » regroupant les institutions publiques ou parapubliques : commissions scolaires, cégeps, universités, agences régionales de santé, organismes de concertation – etc.) ;
- un secteur « **Associatif** » largement défini, regroupant tant les syndicats, les organismes communautaires, les groupes de femmes, les organismes d'économie sociale et l'UPA.

- un secteur « **Affaires** », ou entreprises privées ;
- un secteur « **Divers** », comprenant tout ce qui n'est pas inclus dans les trois autres ;
- enfin, la provenance de plusieurs personnes n'étant pas identifiée, elles figurent dans la rubrique « **Non précisé** »⁷.

Cette classification ne correspond donc pas à celle des CRÉ : il s'agit d'une construction faite en fonction des besoins de notre analyse. Elle pourrait certes être discutée.

3.3 Vue d'ensemble

Dans les 19 CRÉ recensés, on compte au total 625 membres de CA. Les 454 élus représentent 72,6 % de ce total et les 171 « membres additionnels » 27,4 % (Tableau 1). Sur ces 171 membres, on trouve 78 personnes provenant d'institutions (12,5 % du total), 53 personnes (8,5 %) provenant d'associations, 17 personnes du secteur des affaires (2,7 %) et 25 personnes dans Divers ou Non précisé (3,6 %). La CRÉ Montréal, avec ses 111 membres, constitue sans doute un cas particulier. Les données des CRÉ hors Montréal sont parfois légèrement différentes, mais les tendances sont relativement les mêmes (Tableau 1b).

3.4 Les « membres additionnels »

Si la loi prévoit que les élus locaux occupent au moins les deux tiers des sièges des CRÉ, ils en occupent dans les faits un peu plus : deux des CRÉ, Longueuil et Laval, ne comptent même que des élus, et donc aucun « membre additionnel »⁸. Les institutions représentent près de la moitié de ces membres additionnels, les associations près de 30 % et les entreprises privées environ 10 %.

Cette situation est cependant très variable d'une CRÉ à l'autre. Ainsi, le secteur associatif représente-t-il près de 60 % des membres additionnels à Montréal, 50 % en Mauricie et en Outaouais, contre 0 % à Longueuil, à Laval ou dans les Laurentides. À l'inverse, les

⁷ Une reclassification éventuelle de ces deux dernières catégories pourrait venir modifier légèrement les données ; les tendances de fonds constatées ici resteront cependant les mêmes.

⁸ La loi prévoit que pour les CRÉ de Longueuil, Laval et Montréal, cette présence au CA soit remplacée par une table de concertation sectorielle. Les CRÉ de Longueuil et Laval se sont prévalués de cette disposition de la loi.

institutions occupent jusqu'aux trois quarts des sièges dans les régions des Laurentides ou de Lanaudière, mais seulement un siège sur six sur la Côte-Nord.

3.5 La présence associative

La présence associative, prise globalement, est détaillée aux Tableaux 2 et 2b. Chacune des composantes du mouvement associatif, tel que défini précédemment est, isolément, très marginale, représentant entre 0,8 % et 3,3 % des membres de CA de CRÉ. Le mouvement femmes est particulièrement marginalisé, avec 5 sièges seulement. Nous avons identifié six sièges à l'économie sociale (ÉS) : en fait un seul poste sur les 19 CRÉ était réservé à l'ÉS au printemps 2005 (Bas-Saint-Laurent) et celui-ci était vacant au moment de l'enquête ; il a été supprimé en septembre 2005. Ailleurs, il s'agit de personnes siégeant à différents titres (milieux des affaires, culture, etc.), mais actifs dans des secteurs de l'ÉS.⁹ Le mouvement communautaire, avec 22 personnes, semble la plus importante composante du secteur associatif, mais sa composition est assez vaste, incluant les carrefours jeunesse emploi (CJE) et des OBNL¹⁰. Nous reviendrons sur les syndicats au point suivant.

Les postes détenus ici le sont souvent par des individus provenant de ces réseaux et, non pas, statutairement, par des organisations. Cette situation confère une certaine fragilité aux postes détenus. Malgré tout, et malgré l'éclatement de la composition associative, ces différentes composantes représentent tout de même 8,5 % du total des membres des CA de CRÉ.

La présence « associative » dans les CRÉ ne se limite cependant pas au CA. Dans plusieurs CRÉ, les comités ou commissions permanentes (sectorielles ou thématiques – voir section 4.3.2) des anciens CRD ont été maintenus, sans compter des comités ad hoc. Leur nombre varie d'une région à l'autre et le mode de nomination de leurs membres diffère également d'un territoire à l'autre. Des dizaines de personnes participent à ces comités et, selon ce que l'on nous a rapporté, la « société civile » y siège en général en plus grand nombre, particulièrement le milieu associatif¹¹.

⁹ Journées de la culture, GRT, radio-télévision communautaire, etc.

¹⁰ Y compris, par exemple, le Théâtre de la Dame de Cœur en Montérégie.

¹¹ La mise en place de ces comités ou commission n'étant pas terminée au moment de l'enquête, leur composition précise n'est cependant pas présentée ici.

Tableau 1 : Synthèse de la composition des CRÉ, mai 2005

| Catégorie | Nombre | % CRÉ | % Catégorie | Syndicat |
|--|------------|---------------|----------------|-----------|
| Élus | 454 | 72.6% | 100,0% | |
| Maires et préfets | 284 | 44,7% | 62,6% | |
| Conseillers municipaux | 149 | 23,4% | 32,8% | 1 |
| Délégués | 5 | 0,8% | 1,1% | |
| Conseils de bande | 11 | 1,7% | 2,4% | |
| Socioéconomiques ("personnes additionnelles") | 171 | 27.4% | 100,0% | |
| Institutionnel | 78 | 12,5% | 45,6% | 2 |
| Associatif | 53 | 8,5% | 31,0% | 14 |
| Secteur privé - Affaires | 17 | 2,7% | 9,9% | |
| Divers | 14 | 2,2% | 8,2% | |
| Non précisé | 9 | 1,4% | 5,3% | |
| Total | 625 | 100,0% | | 17 |

Tableau 1b : Synthèse de la composition des CRÉ hors Montréal, mai 2005

| Catégorie | Nombre | % CRÉ | % Catégorie | Syndicat |
|--|------------|---------------|----------------|----------|
| Élus | 380 | 73,9% | 100,0% | |
| Maires et préfets | 258 | 50,2% | 67,9% | |
| Conseillers municipaux | 101 | 19,6% | 26,6% | 1 |
| Délégués | 5 | 1,0% | 1,3% | |
| Conseils de bande | 11 | 2,1% | 2,9% | |
| Socioéconomiques ("personnes additionnelles") | 134 | 26,1% | 100,0% | |
| Institutionnel | 68 | 13,2% | 50,7% | 2 |
| Associatif | 31 | 6,0% | 23,1% | 6 |
| Secteur privé - Affaires | 13 | 2,5% | 9,7% | |
| Divers | 14 | 2,7% | 10,4% | |
| Non précisé | 8 | 1,6% | 6,0% | |
| Total | 514 | 100,0% | | 9 |

Tableau 2 : Présence "associative" dans les CRÉ - mai 2005

| Catégorie | Nombre | % CRÉ | % Socioéconomique | % Associatif |
|---------------------------|-----------|-------------|----------------------|-----------------|
| Syndicat* | 14 | 2,2% | 8,2% | 26,4% |
| dont siège syndical | 10 | | | |
| Communautaire et OBNL | 21 | 3,3% | 12,3% | 39,6% |
| Femmes | 6 | 0,9% | 3,5% | 11,3% |
| Économie sociale | 6 | 0,9% | 3,5% | 11,3% |
| UPA | 6 | 0,9% | 3,5% | 11,3% |
| Total "Associatif" | 53 | 8,3% | 31,0% | 100,0% |

Remarque : En intégrant les deux personnes du mouvement syndical qui ont un "chapeau" institutionnel (CRPMT) et une qui est également élue, on arrive au total de 17, soit 2,8% du total des membres des CRÉ.

Tableau 2b : Présence "associative" dans les CRÉ hors Montréal - mai 2005

| Catégorie | Nombre | % CRÉ | % Socioéconomique | % Associatif |
|---------------------------|-----------|-------------|----------------------|-----------------|
| Syndicat | 6 | 1,2% | 4,5% | 19,4% |
| dont siège syndical | 2 | | | |
| Communautaire et OBNL | 12 | 2,3% | 9,0% | 38,7% |
| Femmes | 5 | 1,0% | 3,7% | 16,1% |
| Économie sociale | 2 | 0,4% | 1,5% | 6,5% |
| UPA | 6 | 1,2% | 4,5% | 19,4% |
| Total "Associatif" | 31 | 6,0% | 23,1% | 100,0% |

Remarque : En intégrant les deux personnes du mouvement syndical qui ont un "chapeau" institutionnel (CRPMT) et une qui est également élue, on arrive au total de 9, soit 1,7% du total des membres des CRÉ.

À Longueuil, il existe une table de concertation (14 représentants de « groupements sectoriels accrédités ») et à Laval une commission régionale de développement (19 membres socio-économiques)¹². Les pôles régionaux d'économie sociale, héritage des anciens comités régionaux d'économie sociale (CRÉS), constituent parfois une commission officielle de la CRÉ (Mauricie) ou sont en train de développer des ententes avec les CRÉ. Notons que plusieurs pôles régionaux ne souhaitent pas forcément être intégrés aux CRÉ et préfèrent garder leur autonomie. Enfin, différentes consultations (sur le plan de développement, etc.) ou événements (ex : Forum régional de la Côte-Nord en septembre 2005) organisés par les CRE permettent une participation de différents acteurs associatifs.

¹² À Longueuil et à Laval, la FTQ est présente sur ces comités de concertation.

3.6 La présence syndicale

Dix-sept (17) personnes issues du milieu syndical siègent au CA de neuf CRÉ (sur les 19 recensés). On compte des personnes de la CSN dans six CRÉ et des personnes de la FTQ dans trois CRÉ; une personne du SFPQ et une de la CSQ siègent également dans des CRÉ. Il y a huit personnes du mouvement syndical à Montréal (FTQ, CSN et SFPQ), une de la FTQ sur la Côte-Nord (trois élus municipaux sont par ailleurs membres de la FTQ) et deux en Abitibi-Témiscamingue (dont un élu municipal); dans sept autres CRÉ, on trouve également une seule personne du mouvement syndical et dans dix CRÉ aucune. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, on trouve au CA de la CRÉ, outre la présidente du conseil central, un élu municipal qui est également membre de la CSN¹³. Ces dix-huit personnes n'occupent cependant pas toujours des sièges syndicaux : en fait, à part Montréal, Québec et la Côte-Nord, il n'y a aucun siège réservé statutairement au mouvement syndical. Les personnes qui y siègent alors occupent, soit un siège « développement social » ou « société civile » en général, soit y sont à un autre titre (élu municipal, représentante d'un CRPMT). Dans bien des cas, la présence syndicale, quand elle existe, est donc elle aussi fragile. La nomination des « membres additionnels » étant le fait des élus, la place des représentants syndicaux dépend donc souvent du bon vouloir de ceux-ci (mais aussi, de la place qu'ils ont réussi à prendre dans leur milieu). Dans plusieurs cas, si ces militants et militantes venaient à quitter la CRÉ, ils ou elles pourraient être remplacés par des personnes issues d'autres milieux (Tableaux 3 et 4).

Si les syndicats ont le sentiment d'avoir été « tassés » avec la mise au rancart des CRD et la mise sur pied des CRÉ, la présence syndicale s'est néanmoins maintenue dans plusieurs endroits. Les personnes interviewées attribuent cela à leur enracinement dans leur milieu et aux alliances tissées entre acteurs, y compris avec une partie des élus municipaux. Dans certains cas, les alliances n'ont pas été sans tension ; mais souvent, celles-ci s'avèrent très fortes (Abitibi, Côte-Nord, etc.).

¹³ Nous n'avons pas intégré les 3 élus municipaux de la Côte-Nord, membres de la FTQ, et le maire de Péribonka, membre de la CSN, dans les tableaux sur la participation syndicale aux CRÉ, dans la mesure où ceux-ci n'occupent pas de fonctions syndicales.

Tableau 3 : Présence syndicale dans les CRÉ

| Syndicat | Poste syndical | Socio-économiques autres | CRPMT | Élus | Total |
|--------------|----------------|--------------------------|----------|----------|-----------|
| FTQ | 5 | 1 | | 1 | 7 |
| CSN | 4 | 3 | 1 | | 8 |
| CSQ | | | 1 | | 1 |
| SFPQ | 1 | | | | 1 |
| Total | 10 | 4 | 2 | 1 | 17 |

Tableau 4 : Présence syndicale au CA des CRÉ - par région

| Région | Poste syndical | Associatif autres | CRPMT | Élus | Total | CSN | FTQ | CSQ | SFPQ |
|-----------------------|----------------|-------------------|----------|----------|-----------|----------|----------|----------|----------|
| Montréal | 8 | | | | 8 | 3 | 4 | | 1 |
| Capitale nationale | 1 | | | | 1 | 1 | | | |
| Mauricie | | 1 | | | 1 | 1 | | | |
| Outaouais | | | 1 | | 1 | | | 1 | |
| Saguenay/Lac-St-Jean | | 1 | | | 1 | 1 | | | |
| Abitibi-Témiscamingue | | 1 | | 1 | 2 | | 2 | | |
| Bas-Saint-Laurent | | 1 | | | 1 | 1 | | | |
| Laurentides | | | 1 | | 1 | 1 | | | |
| Côte-Nord | 1 | | | | 1 | | 1 | | |
| Total | 10 | 4 | 2 | 1 | 17 | 8 | 7 | 1 | 1 |

| | | | | |
|-------------------|-----------|----------|----------|----------|
| Poste syndical | 10 | 4 | 5 | 1 |
| Associatif autres | 4 | 3 | 1 | |
| CRPMT | 2 | 1 | 1 | |
| Élus | 1 | | 1 | |
| Total | 17 | 8 | 7 | 1 |

Remarque : Ne comprend pas la présence aux différentes commissions sectorielles et thématiques de concertation des CRÉ.

3.7 Une situation différente selon les régions

La situation diffère sensiblement selon les régions. On trouve pratiquement trois types de situation.

1. Des régions où, malgré la Loi 34, les organisations syndicales et communautaires ont pu maintenir au sein des CRÉ une présence et une influence sur les discussions et les décisions : Montréal, Capitale nationale, Mauricie, Centre du Québec, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord. Dans ces régions, les personnes provenant du mouvement syndical considèrent avoir, malgré leur caractère ultra-minoritaire, une influence certaine.
2. Des régions où les élus ont fait pratiquement « table rase » de toute représentation associative, du moins au CA : les trois CRÉ de la Montérégie (particulièrement Longueuil), Laval, Chaudières-Appalaches, et, dans une certaine mesure, Lanaudière et Estrie.
3. Entre les deux, certaines régions où une présence associative est maintenue, souvent « par la bande », et où les dirigeants de la CRÉ ont récemment affiché une certaine ouverture à des discussions élargies avec la société civile, par un moyen ou un autre (Laurentides, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Bas-Saint-Laurent et Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine notamment), les élus réalisant parfois leurs limites.

Plusieurs facteurs peuvent être à l'origine de ces différences : le degré d'organisation des élus municipaux, la force et l'enracinement des organisations syndicales et communautaires, ou tout simplement le contexte socioéconomique, les élus des régions en croissance pouvant davantage être tentés de marginaliser certains acteurs, croyant qu'ils peuvent s'en passer. À l'intérieur de ces catégories, des différences existent également. Il n'y a donc pas, loin s'en faut, un modèle unique, de nombreux facteurs concordant à la variété des dynamiques régionales¹⁴.

Au-delà de cette mosaïque de situation, un certain nombre d'enjeux apparaissent cependant. Des stratégies se dessinent, impliquant parfois une présence dans les CRÉ, mais parfois non.

¹⁴ Soulignons à nouveau que la présence de la société civile ne se limite pas seulement au C.A. des CRE : les commissions sectorielles ou thématiques, les tables de concertation, les consultations publiques, assemblées publiques, forum régionaux, Forum de la société civile, etc. interpellent, voire mobilisent, également plusieurs intervenants, y compris syndicaux (voir section 4). Le présent document ne dresse pas un portrait de l'ensemble de ces participations, mais il va sans dire qu'un portrait complet devrait les inclure.

4- Les enjeux

4.1 Le mouvement syndical : acteur du développement ?

Le mouvement syndical est-il un acteur du développement? La question peut paraître évidente : les syndicats représentent des centaines de milliers de travailleurs et de travailleuses - plusieurs dizaines de milliers par région – de tous les secteurs d’activité. Ils ont une capacité de proposition et de refus, des outils d’intervention, une vaste implication sociale, une capacité à faire des alliances, à négocier, à mobiliser, à rassembler. Sans le mouvement syndical, bien des choses ne se seraient pas passées de la même façon dans plusieurs régions ou quartiers urbains. Ces éléments suffisent à conférer de facto au mouvement syndical un rôle dans le développement de leur région, particulièrement sur les questions relatives au maintien, au développement de l’emploi et à la formation de la main d’œuvre. Ce rôle est-il reconnu par les autres acteurs? Est-il reconnu et assumé par le mouvement syndical? Comment se concrétise stratégiquement ce rôle? Implique-t-il une présence dans tous les organismes de concertation et de développement? La réponse varie d’une région à l’autre selon le contexte, les énergies disponibles et les forces en présence. Ce rôle de facto comme acteur du développement doit-il faire l’objet d’une intervention consciente, coordonnée et d’une mobilisation des membres? Là aussi, la réponse varie.

Le mouvement syndical a développé pour de nombreux intervenants – et bien que cela ne fasse pas l’unanimité – une légitimité certaine. Certes, des difficultés d’arrimage avec l’action dans les lieux de travail et avec l’action sectorielle subsistent ; mais le fait que le mouvement syndical constitue un acteur du développement semble maintenant faire un consensus au sein du mouvement syndical. La question qui se pose porte davantage sur les modes d’action et les stratégies. Nous y reviendrons un peu plus loin.

4.2 L’importance de la CRÉ comme instance, la décentralisation et la régionalisation

Le deuxième enjeu concerne l’appréciation de l’importance de la CRÉ comme instance de délibération, de concertation et de décision. Cette question est elle-même liée à celle de l’analyse que l’on fait du sens que prendront la régionalisation et la décentralisation. La volonté annoncée de Québec de régionaliser et décentraliser se concrétisera-t-elle, ou sera-t-elle, comme plusieurs intervenants le croient, un pétard mouillé? Les mesures annoncées

et mises en œuvre seront-elles des outils de développement des régions et une occasion à saisir, ou ne constituent-elles qu'un outil de réforme des services publics dont il faut se méfier?

Quelles sont dès lors les décisions, importantes pour le mouvement syndical, qui risquent de transiter par les CRÉ? Comment peut-on les influencer? Quelles énergies doit-on mettre à essayer d'y siéger, au CA ou dans un comité? Quelles pistes ouvre la préparation d'un plan régional de développement?

4.3 Le fonctionnement des CRÉ et la démocratisation : question de gouvernance

Le fonctionnement des CRÉ et la façon dont les décisions sont prises constituent ici un troisième enjeu. Mais il faut distinguer le conseil d'administration (CA), le comité exécutif (CE), les différentes tables thématiques ou sectorielles et les consultations plus larges.

4.3.1 Les conseils d'administration

Le fonctionnement du CA des CRÉ semble différent d'une région à l'autre. Certes, les réunions sont publiques comme le prescrit la loi; certaines ont un site Internet et y publient le procès-verbal des assemblées du CA. D'autres semblent cependant fonctionner de façon moins transparente (dans au moins un cas, on nous a rapporté que l'on exigeait des membres du CA la confidentialité sur l'information déposée). Le comité exécutif de certaines CRÉ a transmis à Québec, sans débat au CA, des propositions de décentralisation.

Le processus de nomination des « membres additionnels » pose de toute évidence problème. Ceux-ci sont nommés par les élus municipaux, pour des mandats de un à trois ans. Certaines personnes du mouvement syndical voient ainsi leur mandat se terminer en novembre, en même temps que les élections municipales. Ces personnes ne sont donc pas désignées par un collège électoral (sauf Montréal et la Capitale nationale¹⁵) et cette place est fragile.

4.3.2 Les commissions et comités

Mais les CRÉ ne sont pas composées seulement d'un CA. Comme il a été mentionné, des commissions sectorielles ou thématiques se mettent actuellement en place et il existe

également des tables consultatives à Longueuil et à Laval. Celles-ci n'auront certes qu'un pouvoir de recommandation au CA, mais ce simple pouvoir peut s'avérer important et la composition de ces commissions pourrait donc être un enjeu. Prenons l'exemple des régions où le secteur de la forêt occupe une place importante (Saguenay/Lac-St-Jean, Côte-Nord, Gaspésie, Mauricie, etc.). À la suite des recommandations de la Commission Coulombe, la gestion de la forêt pourrait être en partie déléguée aux régions et la commission forêt des CRÉ deviendrait à toute fin pratique l'organisme de gestion : mais qui y siègera? Les différents mouvements – syndicats, mouvement écologiste, économie sociale, etc. - auront-ils leur mot à dire? Leur donnera-t-on les moyens et les ressources pour faire valoir leurs propositions, comme le recommande la Commission Coulombe? Tel est le genre de question que soulève la mise sur pied des commissions. Et pour les syndicats, la question immédiate qui se pose est bien sûr : « Devons-nous demander à être présents à ces commissions? ».

4.3.3 *Les consultations plus larges*

Plusieurs CRÉ ont annoncé des consultations élargies au cours des prochains mois ou des prochaines années, notamment dans le cadre de la préparation de leur plan de développement. Les CRÉ Mauricie et Côte-Nord ont organisé des forums socioéconomiques au printemps et à l'automne¹⁶ et l'hypothèse est discutée en Abitibi-Témiscamingue. Faut-il participer à ces consultations? Quelles énergies et quelles ressources y consacrer? Dans certains cas, les syndicats sont ou seront activement impliqués dans la préparation de ces consultations. Dans d'autres cas, la question commence à peine à être posée. Les CRÉ organisent également des assemblées publiques où tout citoyen peut intervenir. En Mauricie, un forum (permanent) de la société civile a également été mis sur pied.

¹⁵ La notion de collègue électoral doit ici être nuancée : ainsi, dans la CRÉ de la Capitale nationale, le collègue électoral (syndical) fournit deux noms aux élus municipaux (selon leurs exigences). Mais ce sont les élus qui choisissent parmi ces deux noms.

¹⁶ 26 avril 2005 en Mauricie, 9 et 10 septembre 2005 sur la Côte-Nord.

4.4 Les relations entre les acteurs et les alliances

Les relations entre les acteurs constituent, à l'évidence, une préoccupation importante des militantes et militants syndicaux à qui nous avons parlé : relations avec les élus locaux tout d'abord, mais aussi avec les « personnes supplémentaires » et particulièrement avec les autres composantes du mouvement associatif ; relations entre les acteurs régionaux en général, que ce soit dans ou en dehors des CRÉ¹⁷. Les réponses ne sont pas ici homogènes.

Dans plusieurs régions, les relations avec les élus locaux sont tendues ou inexistantes (Montréal, Saguenay–Lac-Saint-Jean, Chaudières–Appalaches, etc.). Ailleurs, les relations sont correctes ou bonnes (Montréal, Mauricie, Abitibi–Témiscamingue, Capitale nationale, etc.), du moins avec une partie des élus, ces derniers ne constituant pas un ensemble homogène. En Abitibi, le représentant régional de la FTQ est d'ailleurs lui-même un conseiller municipal. En Mauricie, les relations d'abord très tendues avec les élus ont fini par se détendre, au moins temporairement : la syndicalisation des employés de la CRÉ et des CLD a empêché les maires de mettre à pied ce personnel et les élus ont fini par reconnaître, selon les informations obtenues, la compétence du milieu associatif en développement régional et local (DRL).

Les relations entre les syndicats et les autres acteurs associatifs sont également variables : jugées très bonnes avec le mouvement femmes, elles sont en général également bonnes avec le mouvement communautaire, que ce soit dans les CRÉ ou dans les nombreuses coalitions régionales permanentes ou temporaires (Réseau Vigilance, Solidarité populaire, les Sans chemises, etc.). Avec l'économie sociale, selon les régions, les relations avec les syndicats sont, soit très bonnes, soit inexistantes. Par contre, les relations intersyndicales sont plus aléatoires : très bonnes à certains endroits, elles sont inexistantes ou mauvaises ailleurs, du moins entre certains syndicats (CSN/FTQ, CSN/CSQ, FTQ/CSQ, etc.). On mentionne que la Loi 30 a contribué à raviver récemment une certaine tension intersyndicale. L'existence d'une structure intersyndicale régionale permanente (CIMM à Montréal, Regroupement des syndicats du Saguenay/Lac-Saint-Jean, etc.) a cependant pu contribuer à mettre les choses en perspectives : on fait alors valoir qu'il ne faut pas mélanger les dossiers et que les mésententes syndicales n'empêchent pas l'unité d'action dans les dossiers régionaux.

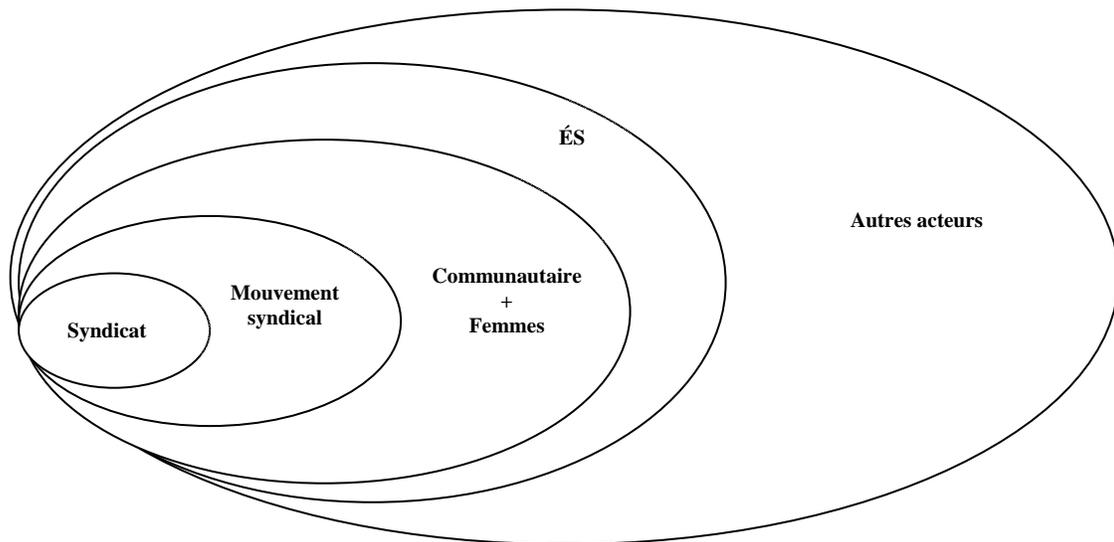
¹⁷ Nous n'abordons ici que les CRÉ, mais la discussion pourrait être élargie aux CLD, etc.

Quelles alliances le mouvement syndical fait-il ou peut-il faire? Comment? Avec qui? Par quels types d'action? Ces alliances passent-elles par les organismes existants (CRÉ, CLD, etc.) ou par d'autres coalitions? L'action commune permet-elle, ou peut-elle permettre, sans renier l'autonomie et les spécificités de chacun, voire les divergences, d'avoir un impact et une influence plus grande que ce que chacun peut avoir isolément?

Un sentiment semble prévaloir, quoique pas toujours clairement formulé : il y a différentes sortes d'alliances ; certaines sont stratégiques avec des alliés naturels, d'autres plus conjoncturelles (même avec les élus ou les milieux d'affaires). Ce jeu des alliances permet à chaque acteur, à la fois de voir sa propre intervention comme un élément d'une intervention plus vaste autour d'un projet partagé, et de voir les autres acteurs comme autant de leviers pour sa propre action.

Du point de vue syndical, cette dynamique des alliances peut être schématisée de la façon suivante :

Schéma 2
Dynamique des alliances du point de vue syndical



L'enjeu est ici la construction d'un acteur collectif associatif territorial qui ait un impact et une influence plus grande. Cette construction passe par le développement d'une identité commune (« société civile territoriale ») à travers des alliances sur des projets et des actions concrètes communes. Cela passe sans doute concrètement par la reconstruction d'espaces

de débat et d'arrimage entre les acteurs de la société civile. Au palier régional, les CRD remplissaient en partie cette fonction.

La question est dès lors de savoir autour de quelle vision, de quel « projet » commun et de quelles actions communes peuvent se matérialiser les alliances et quelles stratégies cela implique.

4.5 Les objectifs et la vision du développement

Quels sont dès lors les objectifs syndicaux? Par quels moyens les atteindre? Dans quelle vision du développement ces objectifs s'intègrent-ils?

La vision implicite du développement qui se dégage d'une lecture de la Loi 34 et de sa mise en œuvre, au-delà des termes sur lesquels tout le monde peut croire se retrouver (répondre aux attentes des milieux locaux et régionaux, s'appuyer sur la volonté des populations locales de prendre en charge leur développement économique et social, etc.), diffère sensiblement de ce qui s'était développé sur le terrain depuis une vingtaine d'années, et particulièrement des expériences de développement local et régional auxquelles adhérait le mouvement syndical.

La vision libérale peut être schématiquement représentée comme suit :

- le développement est une question économique et, de ce fait, relève des entreprises et de l'État ;
- il faut permettre aux « décideurs » de décider et donc alléger les structures par souci d'efficacité. Il y a deux types de décideurs : les entreprises et les élus ;
- la démocratie est une démocratie représentative : on élit aux quatre ans des personnes qui seront mandatées pour gérer et prendre les décisions ;
- il n'y a pas vraiment *d'acteurs*, tout au plus des « partenaires » agissant dans un cadre fixé ;
- les milieux dont il est question sont ceux de l'économie, de l'éducation de la culture, de la science, etc. (mais aussi des jeunes, des femmes, du travail, etc.), d'où émergent des individus porteurs de préoccupations et non des organisations représentatives ;

- si les élus locaux sont plus près du terrain et des modalités de gestion, le gouvernement du Québec donne les grandes orientations en décidant, via des ententes et des processus de reddition de compte, ce qui sera décentralisé et comment ;
- l'application concrète de cette gestion décentralisée ouvre la porte aux partenariats public- privé dans plusieurs services publics.

Les expériences de développement local et régional auxquelles ont jusqu'ici adhéré le mouvement syndical, ainsi que la plupart des acteurs associatifs, reposaient plutôt sur les éléments suivants ;

- le développement est à la fois économique et social ; on parlera de développement socio-économique, dont la finalité est, au-delà de l'emploi, la qualité de vie et la possibilité d'habiter son territoire ;
- le développement, sous toutes ses facettes, ne peut donc résulter de la seule initiative individuelle et est plutôt la résultante de plusieurs initiatives ; de ce fait, il est le fruit d'une action collective ;
- on reconnaît qu'il y a une multiplicité d'*acteurs* qui agissent sur l'ensemble de l'environnement ; la complexité des problèmes fait qu'aucun acteur ne peut détenir seul la solution ;
- pour établir les diagnostics, rechercher les solutions et mobiliser populations et ressources, il est nécessaire de rassembler les acteurs ;
- dans ce processus, si le consensus est souhaitable, il ne tombe pas du ciel : il peut y avoir des tensions et un rapport de forces ;
- la démocratie est ici un puissant outil de développement, dans la mesure où elle constitue un moyen d'encourager la délibération, le partage des diagnostics et des objectifs, de favoriser l'adhésion et la mobilisation ; on parlera alors de démocratie participative et délibérative ;
- l'autonomie des organisations constitue dans ce cadre un élément crucial ;

- il importe dans ce contexte de faire circuler l'information et, surtout, de la rendre intelligible, via une compréhension commune des enjeux. Cette intelligibilité se veut la concrétisation d'une vision du développement ;
- l'ensemble de ce processus permet de mobiliser les ressources à l'intérieur et à l'extérieur de la région ; le développement local, dans ce cadre, n'est pas un développement « bocal » (fermé sur lui-même), mais peut être plutôt vu comme un *développement à partir de l'initiative locale*.

4.6 Les liens avec l'action sectorielle

L'arrimage entre action régionale et action sectorielle dans les syndicats n'est pas toujours évident, chaque « lieu » d'intervention ayant sa logique, sa structure et ses ressources propres. Les collaborations se font au cas par cas. Mais les prochaines années pourraient bien demander un arrimage plus serré entre les deux logiques, sans préjuger des formes que cet arrimage prendra. D'une part, en effet, la mise en œuvre de la « décentralisation » risque de remettre aux régions (aux municipalités en fait) la gestion d'activités qui relevaient autrefois d'une logique sectorielle (ouvrant éventuellement la voie aux PPP). L'exemple de la forêt mentionné plus haut est par ailleurs révélateur d'une tendance, que l'on observe, à ce que certains dossiers sectoriels se discutent – et parfois se règlent – à l'échelle territoriale.

4.7 L'action politique

On nous a également mentionné que tout ce débat posait, de façon claire, la nécessité d'une action « politique » : pression auprès des élus, implication partisane, voire carrément présence aux élections. On note d'ailleurs la présence, à travers le Québec, de nombreux élus municipaux qui proviennent des rangs syndicaux. Dans certaines régions, on évoque la possibilité de présenter, aux élections municipales, des candidats soutenus par le mouvement syndical.

5. Les perspectives

Face à ce sentiment d'avoir été « tassés », quelles sont les pistes et les stratégies du côté syndical? Il est encore trop tôt pour tracer un portrait complet et les orientations ne sont pas toujours clairement définies, ni mutuellement exclusifs. Il faut, ici, d'abord distinguer les stratégies internes visant la mobilisation de la base syndicale et les stratégies orientées vers l'intervention externe au mouvement syndical.

5.1 La mobilisation syndicale

Une première préoccupation concerne la mobilisation des militantes et militants. À certains endroits, on note que ce sont souvent les mêmes personnes qui interviennent à plusieurs endroits. D'où à la fois un certain essoufflement et le besoin de faire valider à la base les interventions. En même temps, on constate à plusieurs endroits qu'on ne connaît pas toujours l'ensemble des intervenants et intervenantes : de nombreux militants syndicaux interviennent à de multiples endroits, souvent sur une base individuelle et sans qu'on les connaisse ; les intervenants et les intervenantes mentionnent en effet souvent ne pas toujours connaître leurs collègues et sentent que la présence syndicale est probablement plus importante que ce que l'on pense. La recension complète de l'intervention paraît importante.

La formation d'une relève apparaît comme cruciale et, de fait, on note depuis quelques années l'arrivée de nouveaux militants et de nouvelles militantes, souvent jeunes. Dans certains cas, cette mobilisation interne apparaît comme la priorité. Elle passe par différents moyens :

- un rapport systématique aux instances syndicales régionales : exécutif, assemblées, générales, etc. ;
- l'organisation de journées d'étude et de sessions de formation en région ;
- la formation de comités syndicaux réunissant les intervenants connus ;
- la convocation d'assemblées d'information et de coordination pour l'ensemble des intervenants et intervenantes, quel que soit le niveau et la forme d'intervention.

Cette mobilisation interne correspond à une volonté, inégale selon les régions, de consolider et diversifier l'intervention, de la légitimer de l'interne, et de clarifier ensemble les bases sur lesquelles celle-ci doit se faire.

Enfin, la nécessité apparaît de se coordonner à l'interne, i.e. dans les centrales, entre régions. « Quand ça va se mettre à débouler, ça va aller vite et on ne pourra pas réagir de façon isolée », nous a-t-on mentionné à quelques reprises.

5.2 L'action externe

On peut ici distinguer deux grandes stratégies, qui ne sont du reste pas contradictoires et peuvent d'ailleurs être cumulées : celle qui passe par une présence dans les organismes de concertation et de développement (CRÉ, CLD, CDÉC, SADC, CRPMT, etc.), et celle qui passe par une action en dehors de ces organismes.

5.2.1 La participation aux CRÉ et aux autres instances de concertation et de développement

Dans les CRÉ où les syndicats sont présents (nous en avons rejoint six sur neuf), on fait en général un bilan positif de cette participation, bien que celle-ci soit fragile et que le rapport avec les élus soit parfois tendu : les représentants et représentantes syndicaux jugent qu'ils ont un impact sur les décisions. Cette présence ne se limite d'ailleurs pas au CA des CRÉ. Elle peut prendre, toujours à l'intérieur des CRÉ, différentes formes :

- la présence, dans les commissions sectorielles ou thématiques des CRÉ, lesquelles commencent à être mises sur pied ;
- la participation à la Commission régionale de développement de Laval ou à la Table de concertation de la CRÉ de Longueuil ;
- l'organisation d'un *forum de la société civile* (en Mauricie ; piste discutée également en Abitibi-Témiscamingue) ; ou à des forums élargis à tous les acteurs socioéconomiques (Mauricie au printemps 2005, Côte-Nord à l'automne 2005) ;
- en assistant aux assemblées publiques des CRÉ ;
- en s'impliquant dans les discussions autour du *plan quinquennal de développement* ; la façon de faire ce plan peut par ailleurs devenir un enjeu : dans certaines régions, on s'apprête à en donner le mandat à un consultant ; ailleurs, on mise sur la

consultation et l'implication de l'ensemble des acteurs. Dans certaines régions, le processus est avancé, voire terminé ; ailleurs, il ne débutera pas avant 2006.

On note aussi une présence syndicale dans d'autres organismes de concertation. La recension exacte de ces présences n'a pas fait l'objet de la présente étude. Mentionnons toutefois :

- les centres locaux de développement (CLD). Malgré la Loi 34, laquelle permet aux élus de nommer les membres des conseils d'administration des CLD, la présence syndicale au sein de ceux-ci, bien qu'amoindrie, semble s'être maintenue dans une bonne proportion, selon ce que l'on nous a rapporté ;
- les conseils régionaux des partenaires du marché du travail (CRPMT). Les syndicats sont représentés au sein de chacun de ceux-ci.
- les corporations de développement économique communautaire (CDÉC) : à Montréal, Québec, Gatineau, Trois-Rivières et Sherbrooke, il y a au moins un siège syndical dans chacune de celles-ci, et parfois plusieurs ;
- les sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) ; la présence syndicale est très variable ; une minorité des 54 SADC comprennent un représentant syndical au sein de leur CA.
- à la FTQ, on assure également une présence aux conseils d'administration des SOLIDE et des fonds régionaux de solidarité.

5.2.2 *Les coalitions avec les alliés naturels*

Dans certaines régions (Montérégie, Chaudières–Appalaches, etc.), la participation syndicale à la CRÉ ne semble pas être un objectif ; on remet parfois en question la participation à toute instance de concertation devant le peu d'énergie disponible et le faible impact qu'on y a ou qu'on pourrait y avoir. On mise plutôt sur les différentes coalitions : le Réseau vigilance, les Sans chemises, la Coalition sur l'assurance-emploi, Solidarité populaire, ou diverses coalitions temporaires ou régionales sur des sujets précis. Les alliances développées alors portent sur l'emploi (y compris la formation et l'assurance-emploi), les services publics (santé, éducation, etc.), le développement du territoire,

l'environnement. Là où des structures intersyndicales existent, les coalitions sont souvent plus faciles, note-t-on.

La perspective d'organiser un forum de la société civile – sous forme d'un événement ad hoc ou d'une structure permanente - sur les enjeux du développement des régions peut aussi, notent certains, se passer en dehors des CRÉ, si les acteurs régionaux le souhaitent préférable ou si les élus s'y objectent. Pour l'instant, on n'a identifié aucune région ou une telle initiative est en cours en dehors des CRÉ.

5.2.3 *Une combinaison des deux stratégies précédentes*

Ces deux stratégies ne sont pas forcément contradictoires et paraissent même parfois complémentaires : l'influence dans les CRÉ et autres organismes de concertation dépend parfois de l'espace que l'on occupe ailleurs, sur le terrain ; inversement, l'action sur le terrain peut être facilitée par la crédibilité que l'on développe dans ces organismes et les réseaux, voire les alliances qui s'y tissent. C'est ainsi que l'on peut noter, dans plusieurs régions, une forte présence dans les organismes de concertation et en même temps la participation à de nombreuses coalitions et une action directe importante (occupations, manifestations, etc.). Mais encore une fois, la situation varie énormément d'une région à l'autre, en fonction des forces en présence et du contexte. Bien que les stratégies développées puissent découler de choix politiques clairs, elles sont aussi souvent le fruit, plus simplement, d'une adaptation à un contexte spécifique.

En fait, l'intervention syndicale en développement régional et local a pris deux principales formes : l'une politique (coalitions, manifestations et occupations, actions envers les élus, etc.), l'autre de développement (participation aux organismes de concertation et de développement, développement de l'économie sociale, participation aux fonds de développement, etc.). Selon les régions et les périodes, l'emphase est mise sur l'un ou l'autre volet, mais les deux sont presque toujours présents. L'action syndicale est également parfois développée « en appui », dans un cadre que le mouvement syndical ne contrôle pas toujours ; elle est parfois aussi développée de façon autonome, stratégique pourrait-on dire, autour d'objectifs décidés et contrôlés par le mouvement syndical. Il ne s'agit pas ici de cerner de « bonnes » ou de « mauvaises » formes d'intervention, mais seulement de les distinguer : toutes les formes d'intervention, qu'elles soient « politiques » ou « de développement », en appui ou autonomes, ont leur raison d'être et leur utilité selon le

contexte et le cadre global de l'intervention. Ces caractères différents des interventions, leur intégration plus ou moins forte, peuvent cependant parfois être une source de malaise dans les rangs syndicaux.

On note deux consensus :

- le premier est que le mouvement syndical constitue un acteur incontournable du développement régional et local, du développement des territoires particulièrement - mais non exclusivement - sur les questions d'emploi. Cette vision du rôle du mouvement syndical souligne le besoin de raffermir la mobilisation interne, de clarifier les enjeux et le sens de l'intervention ;
- le second consensus, encore une fois à des degrés divers selon les régions, porte sur le besoin de faire des alliances, que celles-ci passent par les CRÉ et autres organismes de concertation et de développement, par des coalitions, ou autrement, autour d'objectifs concrets et d'une vision du développement.

Partout, on sent le besoin de rassembler les alliés naturels (ce que nous avons plus haut désigné comme le mouvement associatif : mouvement communautaire, mouvement femmes, économie sociale, etc.) du mouvement syndical et de créer un lieu d'échanges entre ces mouvements. Les anciens conseils régionaux de développement permettaient de tels échanges. Quelle forme prendra ce rassemblement et qui en sera à l'origine? Cela proviendra-t-il du mouvement syndical ou d'ailleurs? Telles semblent actuellement être les questions posées.

Si la première année des CRÉ en a été une de mise sur pied (qui a mobilisé les énergies et de fait retardé les initiatives de développement), les prochaines années devraient être l'occasion de mobiliser davantage, que ce soit dans ou hors des CRÉ ; cette discussion sur la mobilisation interne et sur les alliances deviendra alors des plus concrètes. Le sentiment se dégage également que, si la présence aux organismes de concertation peut être toujours appropriée, une présence plus forte « dans la rue » sera aussi nécessaire.

5.2.4 *L'engagement citoyen*

Une autre forme d'action, que l'on ne peut toutefois pas à ce jour qualifier de stratégie, est l'engagement individuel de plusieurs personnes provenant des rangs syndicaux dans différentes associations, organismes ou comités ayant pour but l'amélioration de la qualité

de vie de la population : comités de parents, associations sportives ou de loisir, groupes écologistes, Centraide, groupes communautaires, etc. La liste est longue. Dans la plupart des régions, on nous a rapporté qu'il existait probablement des centaines de personnes ainsi actives à un titre ou un autre. Elles ne le font pas avec un « chapeau » syndical, encore moins à titre de « représentantes » syndicales, mais n'en assument pas moins cette activité avec les mêmes valeurs que leurs collègues intervenant officiellement comme syndicalistes. Le portrait de ce vaste engagement citoyen reste à faire.

Tableau 5 (récapitulatif)

Composition des CA des CRÉ : éléments synthèses - Mai / Septembre 2005

| Nom de la CRÉ | CA | | | | | | | | | | | | | | | | | | | Femmes CA | | |
|--------------------|------------------|---------------------------|-----------------|-------------|-----------------------------------|-------------------|---|--|----------------|-----|----|---------------|------------------|------------------|---------------|--------------|--------|--------------|--------------|---------------------|-------|----------------|
| | A | B | C | D | E | F | G | H | I | J | K | L | M | N | O | P | Q | R | S | T | U | |
| | Nombre sièges CA | Nombre sièges élus locaux | Municipal + MRC | Amérindiens | Nombre sièges "socio-économiques" | Dont institutions | Nombre sièges syndicaux (officiel)/centrale | Autres personnes du mouvement syndical | Total syndical | UPA | ÉS | Communautaire | Mouvement femmes | Total associatif | Secteur privé | Non précisée | Divers | Observateurs | Dont députés | Autres Observateurs | Élues | Société civile |
| 1 Montréal | 111 | 74 | 74 | | 37 | 10 | 8* | | 8 | | 4 | 9 | 1 | 22 | 4 | 1 | 0 | 28 | 28 | | 24 | 12 |
| 2 Laval | 22 | 22 | 22 | | 0 | 0 | | | | | | | | | | | 5 | 5 | | 7 | 7 | |
| 3 Capitale Qc | 40 | 27 | 26 | 1 | 13 | 8 | 1 CSN | | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 3 | | 2 | 11 | 11 | | 1 | 9 | |
| 4 Mauricie | 19 | 13 | 12 | 1 | 6 | 3 | | 1 CSN | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 3 | | | 8 | 5 | 3 | 3 | 1 | |
| 5 Centre Qc | 24 | 17 | 16 | 1 | 7 | 3 | | | 0 | 1 | 0 | 1 | | 2 | 1 | 1 | 10 | 6 | 4 | 3 | 5 | |
| 6 Outaouais | 19 | 15 | 15 | 0 | 4 | 3 | | 1 CSQ | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 | | 0 | 7 | 5 | 2 | 3 | 2 | |
| 7 S-Lac-St-Jean | 22 | 15 | 14 | 1 | 7 | 4 | | 1 CSN | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 1 | | 5 | 5 | | 1 | 3 | |
| 8 Abitibi-Tém. | 20 | 14 | 13 | 1 | 6 | 4 | | 2 FTQ** | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | | 1 | 3 | 3 | | 1 | 5 | |
| 9 Laurentides | 48 | 35 | 34 | 1 | 13 | 8 | | 1 CSN | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 1 | 9 | 9 | | 5 | 7 | |
| 10 Lanaudière | 35 | 23 | 22 | 1 | 12 | 9 | | | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 2 | 1 | 0 | 8 | 8 | | 3 | 8 | |
| 11 Estrie | 27 | 18 | 18 | | 9 | 3 | | | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 2 | 1 | 3 | ? | ? | ? | 3 | 4 | |
| 12 Montérégie E | 47 | 35 | 35 | 0 | 12 | 6 | | | 0 | 1 | 0 | 2 | 0 | 3 | 1 | 2 | 15 | 12 | | 4 | 6 | |
| 13 Montérégie O | 37 | 26 | 25 | 1 | 11 | 4 | | | | | 1 | 1 | 2 | 3 | | 2 | | | | 3 | 5 | |
| 14 Longueuil | 43 | 43 | 43 | | 0 | 0 | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 | 7 | 7 | | 11 | 0 | |
| 15 C-Appalaches | 34 | 24 | 24 | | 10 | 5 | | | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 3 | 1 | 1 | 9 | 9 | | 1 | 5 | |
| 16 Bas-St-Laurent | 26 | 18 | 17 | 1 | 8 | 5 | 1 CSN | 1 | 1 | 0 | | | 1 | 2 | | 1 | 5 | 5 | | 0 | 2 | |
| 17 Gaspésie - Îles | 18 | 12 | 12 | 0 | 6 | | | | 0 | | | | | | 6 | | | | | 1 | 2 | |
| 18 Côte-Nord | 21 | 15 | 13 | 2 | 6 | 1 | 1 FTQ | | 1 | | 1 | 1 | | 3 | | 2 | | 2 | 2 | 3 | 3 | |
| 19 Nord du Qc | *** | | | | | | | | | | | | | | 4 | | | | | 2 | 2 | |
| 20 Baie James | 12 | 8 | 8 | 0 | 4 | 2 | | | 0 | 0 | | 1 | | 1 | | 1 | 2 | 2 | | 1 | 3 | |
| 21 Kativik | *** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 625 | 454 | 443 | 11 | 171 | 78 | 10 | 7 | 17 | 6 | 6 | 21 | 5 | 53 | 16 | 13 | 15 | 134 | 122 | 9 | 80 | 91 |

* CRÉ Montréal : 4 FTQ, 3 CSN, 1 SFPQ

** Une personne de la FTQ présente en tant qu'élue municipale.

*** Données manquantes.

Remarque : Certains sous-totaux peuvent légèrement diverger, certaines personnes ayant plusieurs "chapeaux" et ayant été comptabilisées deux fois.

Conclusion : quel avenir pour les CRÉ?

Cette enquête porte sur la participation syndicale dans les CRÉ. L'analyse, on l'a vu, nous a menés à des considérations beaucoup plus générales sur le sens de l'intervention syndicale en développement régional et local et sur les stratégies déployées. Nous voudrions en terminant revenir à notre objet de départ : les CRÉ.

La question a été posée plus tôt dans ce texte : les CRÉ constituent-elles un lieu de délibération, de décision et de pouvoir ? Constituent-elles une chance à saisir, un outil de développement? Un lieu à occuper? Constitueront-elles un outil de politiques décidées par en haut?

Trois scénarios sont pour l'instant envisageables, si l'on se fie aux propos rapportés lors de l'enquête :

- les CRÉ évoluent dans le sens d'une « décentralisation centralisatrice » et deviennent les outils des politiques de Québec dans les régions ;
- on revient progressivement à une situation proche de celle qui existait avant la création des CRÉ : les élus acceptent de laisser une plus large place à la société civile, soit devant la pression, soit en les mobilisant pour appuyer des revendications régionales, soit en reconnaissant leur propres limites à s'occuper seuls du développement ;
- le mouvement associatif parvient à infléchir les décisions et les comportements des autres acteurs et à mobiliser pour un développement plus solidaire.

Il ne s'agit d'ailleurs pas de scénarios étanches : des combinaisons de ces trois scénarios peuvent coexister d'une région à l'autre. L'issue dépendra, bien sûr, du contexte politique (les prochaines élections) mais aussi de ce que feront les différents acteurs ; elle dépendra en particulier de la capacité du mouvement associatif à se construire comme acteur collectif.

Bibliographie

- Assemblée nationale du Québec : « Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche » (projet de loi no 34). 2003, chapitre 29.
- Gouvernement du Québec, ministère du Conseil exécutif : *Devenir maître de son développement. La force des régions. Phase 1 : une nouvelle gouvernance régionale*. 2004, 40 pages.
- Gouvernement du Québec, Bureau du Premier ministre : *Briller parmi les meilleurs, La vision et les priorités d'action du gouvernement du Québec*, 2004, 201 pages.
- Gouvernement du Québec, Secrétariat du Conseil du trésor : *Briller parmi les meilleurs, Moderniser l'État. Pour des services de qualité aux citoyens, Plan de modernisation 2004-2007*. Mai 2004
- Gouvernement du Québec, Secrétariat du Conseil du trésor : *Briller parmi les meilleurs, Moderniser l'État. Pour des services de qualité aux citoyens, Plan de modernisation 2004-2007, Premier rapport d'étape*. Mai 2005, 32 pages
- Gouvernement du Québec, ministère des Affaires municipales et des Régions : *La décentralisation, Projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale*. Mars 2005, 11 pages.
- Gouvernement du Québec, ministère des Ressources naturelles et Faune : *Rapport de la Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise*, présidée par Guy Coulombe, Décembre 2004.
- Centrale des syndicats du Québec (CSQ) : « Mondialisation néolibérale, développement local et décentralisation », document no A0405-CG-056, p. 10, février 2005.
- Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec : « Description de la réalité des régions concernant les Conférences régionales des éluEs. Tableau de 7 pages, disponible à : http://www.reseautablesfemmes.qc.ca/content/centre_documentation.aspx. Septembre 2004.

Sites web

Mandat des CRÉ :

http://www.mamr.gouv.qc.ca/regions/regi_conf.asp

Coordonnées des CRÉ :

http://www.mamr.gouv.qc.ca/regions/regi_conf_coor.asp

Ententes spécifiques :

http://www.mamr.gouv.qc.ca/regions/regi_conf_ente.asp

Sites régionaux :

http://www.mamr.gouv.qc.ca/regions/regi_regi.asp

Annexe 1 : Composition des conseils d'administration des CRÉ

Les pages suivantes présentent, sous forme de tableaux, la composition du conseil d'administration de chacune des 19 CRÉ recensées dans le document ainsi que le total pour l'ensemble des conseils. Les données sont ventilées selon les catégories et sous-catégories définies dans le texte. La première colonne présente les données pour les catégories principales (élus, secteurs institutionnel, associatif, privé, etc.). La deuxième colonne présente les données pour les sous-catégories; ainsi, le secteur associatif se décline-t-il en syndicats, groupes communautaires, groupes de femmes, économie sociale, etc. On retrouvera, dans la troisième colonne, des données pour des catégories qui pourraient faire l'objet d'une double comptabilité. Ainsi les membres des exécutifs des CRÉ ont-ils déjà été comptabilisés comme membres des CA. La quatrième colonne est essentiellement réservée à la ventilation hommes - femmes.

Composition des conseils d'administration des CRÉ
 Mai / Septembre 2005

Synthèse globale

| Catégorie de membres | Nombre | % du total | % de la catégorie |
|--------------------------|------------|---------------|-------------------|
| Élus | 454 | 72,6% | 100,0% |
| Socioéconomiques | 171 | 27,4% | 100,0% |
| Secteur - Institutionnel | 78 | 12,5% | 45,6% |
| Secteur - Associatif | 53 | 8,5% | 31,0% |
| Secteur - Affaires | 17 | 2,7% | 9,9% |
| Divers | 14 | 2,2% | 8,2% |
| Non précisé | 9 | 1,4% | 5,3% |
| Total | 625 | 100,0% | |

| Nombre de personnes | | | |
|---|------------|------------|------------|
| Élus | 454 | | |
| Préfets de MRC | | 80 | |
| Maires | | 209 | |
| Conseillers municipaux | | 149 | |
| Délégués | | 5 | |
| Conseils de bande (Syndicats autres) | | 11 | 1 |
| Secteur - Institutionnel | 78 | | |
| Tables de concertation | | 21 | |
| Syndicats autres | | 2 | |
| Secteur - Associatif | 53 | | |
| Syndicats | | 10 | |
| Syndicats autres | | 4 | |
| Communautaire & OBNL | | 21 | |
| Groupes de femmes | | 5 | |
| Femmes autres | | 1 | |
| UPA | | 6 | |
| Économie sociale | | 6 | |
| Secteur - Affaires | 17 | | |
| Secteurs autres | | 1 | |
| Divers | 14 | | |
| Non précisé | 9 | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | | 97 |
| Nombre de femmes - total | | | 166 |
| Nombre d'hommes - total | | | 452 |
| Postes vacants | | | 7 |
| Nombre de femmes - élues | | | 82 |
| Nombre d'hommes - élus | | | 368 |
| Nombre de femmes / Socioéconomiques | | | 84 |
| Nombre d'hommes / Socioéconomiques | | | 84 |
| Total de postes à la CRÉ | 625 | | |
| Postes pourvus | 618 | | |

Montréal

| Catégorie de membres | Nombre | % du total | % de la catégorie |
|--------------------------|------------|---------------|-------------------|
| Élus | 74 | 66,7% | 100,0% |
| Socioéconomiques | 37 | 33,3% | 100,0% |
| Secteur - Institutionnel | 10 | 9,0% | 27,0% |
| Secteur - Associatif | 22 | 19,8% | 59,5% |
| Secteur - Affaires | 4 | 3,6% | 10,8% |
| Divers | 0 | 0,0% | 0,0% |
| Non précisé | 1 | 0,9% | 2,7% |
| Total | 111 | 100,0% | |

Nombre de personnes

| | | | |
|--|------------|-----------|-----------|
| Élus | 74 | | |
| Préfets de MRC | | 0 | |
| Maires | | 26 | |
| Conseillers municipaux | | 48 | |
| Délégués | | 0 | |
| Conseils de bande | | 0 | |
| Secteur - Institutionnel | 10 | | |
| Tables de concertation | | 3 | |
| Secteur - Associatif | 22 | | |
| Syndicats | | 8 | |
| Syndicats autres | | 0 | |
| Communautaire & OBNL | | 9 | |
| Groupes de femmes | | 1 | |
| Femmes autres | | 0 | |
| UPA | | 0 | |
| Économie sociale | | 4 | |
| Secteur - Affaires | 4 | | |
| Secteurs autres | | 1 | |
| Divers | 0 | | |
| Non précisé | 1 | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | | 12 |
| Nombre de femmes - total | | | 36 |
| Nombre d'hommes - total | | | 74 |
| Postes vacants | | | 1 |
| Nombre de femmes - élus | | | 23 |
| Nombre d'hommes - élus | | | 51 |
| Nombre de femmes / Socioéconomiques | | | 13 |
| Nombre d'hommes / Socioéconomiques | | | 23 |
| Total de postes à la CRÉ | 111 | | |
| Postes pourvus | 110 | | |

Laval

| Catégorie de membres | Nombre |
|--------------------------|-----------|
| Élus | 22 |
| Socioéconomiques | |
| Secteur - Institutionnel | |
| Secteur - Associatif | |
| Secteur - Affaires | |
| Divers | 0 |
| Non précisé | 0 |
| Total | 34 |

| | | Nombre de personnes | | |
|--|-----------|---------------------|----------|-----------|
| Élus | 22 | | | |
| Préfets de MRC | | 0 | | |
| Maires | | 1 | | |
| Conseillers municipaux | | 21 | | |
| Délégués | | 0 | | |
| Conseils de bande | | 0 | | |
| Secteur - Institutionnel | | | | |
| Tables de concertation | | | | |
| Secteur - Associatif | | | | |
| Syndicats | | 0 | | |
| Syndicats autres | | | | |
| Communautaire & OBNL | | | | |
| Groupes de femmes | | 0 | | |
| Femmes autres | | 0 | | |
| UPA | | 0 | | |
| Économie sociale | | 0 | | |
| Secteur - Affaires | 1 | | | |
| Secteurs autres | | 0 | | |
| Divers | 0 | | | |
| Non précisé | 0 | | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | | 7 | |
| Nombre de femmes - total | | | | 14 |
| Nombre d'hommes - total | | | | 20 |
| Postes vacants | | | | 0 |
| Nombre de femmes - élues | | | | 7 |
| Nombre d'hommes - élus | | | | 15 |
| Total de postes à la CRÉ | 34 | | | |
| Postes pourvus | 34 | | | |

Remarque: À Laval et à Longueuil, tous les sièges au CA de la CRÉ sont occupés par des élus municipaux. Il existe par contre dans ces deux CRÉ une tables de concertation (Longueuil), ou une commission régionale de développement (Laval) où siègent des représentants syndicaux (FTQ dans les deux cas).

Capitale nationale (Québec et région)

| Catégorie de membres | Nombre | % du total | % de la catégorie |
|--------------------------|-----------|--------------|-------------------|
| Élus | 27 | 24,3% | 100,0% |
| Socioéconomiques | 13 | 11,7% | 100,0% |
| Secteur - Institutionnel | 8 | 7,2% | 21,6% |
| Secteur - Associatif | 3 | 2,7% | 8,1% |
| Secteur - Affaires | 0 | 0,0% | 0,0% |
| Divers | 2 | 1,8% | 5,4% |
| Non précisé | 0 | 0,0% | 0,0% |
| Total | 40 | 36,0% | |

Nombre de personnes

| | | | |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Élus | 27 | | |
| Préfets de MRC | | 6 | |
| Maires | | 10 | |
| Conseillers municipaux | | 10 | |
| Délégués | | 0 | |
| Conseils de bande | | 1 | |
| Secteur - Institutionnel | 8 | | |
| Tables de concertation | | 4 | |
| Secteur - Associatif | 3 | | |
| Syndicats | | 1 | |
| Syndicats autres | | 0 | |
| Communautaire & OBNL | | 0 | |
| Groupes de femmes | | 1 | |
| Femmes autres | | 0 | |
| UPA | | 1 | |
| Économie sociale | | 0 | |
| Secteur - Affaires | 0 | | |
| Secteurs autres | | 0 | |
| Divers | 2 | | |
| Non précisé | 0 | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | | 7 |
| Nombre de femmes - total | | | 9 |
| Nombre d'hommes - total | | | 31 |
| Postes vacants | | | 0 |
| Nombre de femmes - élues | | | 1 |
| Nombre d'hommes - élus | | | 26 |
| Nombre de femmes / Socioéconomiques | | | 8 |
| Nombre d'hommes / Socioéconomiques | | | 5 |
| Total de postes à la CRÉ | 40 | | |
| Postes pourvus | 40 | | |

Mauricie

| Catégorie de membres | Nombre |
|--------------------------|-----------|
| Élus | 13 |
| Socioéconomiques | 6 |
| Secteur - Institutionnel | 3 |
| Secteur - Associatif | 3 |
| Secteur - Affaires | 0 |
| Divers | 0 |
| Non précisé | 0 |
| Total | 19 |

| | | Nombre de personnes | |
|--|-----------|---------------------|-----------|
| Élus | 13 | | |
| Préfets de MRC | | 3 | |
| Maires | | 6 | |
| Conseillers municipaux | | 3 | |
| Délégués | | 0 | |
| Conseils de bande | | 1 | |
| Secteur - Institutionnel | 3 | | |
| Tables de concertation | | 1 | |
| Secteur - Associatif | 3 | | |
| Syndicats | | 0 | |
| Syndicats autres | | 1 | |
| Communautaire & OBNL | | 0 | |
| Groupes de femmes | | 0 | |
| Femmes autres | | 0 | |
| UPA | | 1 | |
| Économie sociale | | 1 | |
| Secteur - Affaires | 0 | | |
| Secteurs autres | | 0 | |
| Divers | 0 | | |
| Non précisé | 0 | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | 6 | |
| Nombre de femmes - total | | | 4 |
| Nombre d'hommes - total | | | 15 |
| Postes vacants | | | 0 |
| Nombre de femmes - élues | | | 3 |
| Nombre d'hommes - élus | | | 10 |
| Nombre de femmes / Socioéconomiques | | | 1 |
| Nombre d'hommes / Socioéconomiques | | | 5 |
| Total de postes à la CRÉ | 19 | | |
| Postes pourvus | 19 | | |

Centre-du-Québec

| Catégorie de membres | Nombre |
|--------------------------|-----------|
| Élus | 17 |
| Socioéconomiques | 7 |
| Secteur - Institutionnel | 3 |
| Secteur - Associatif | 2 |
| Secteur - Affaires | 1 |
| Divers | 1 |
| Non précisé | 0 |
| Total | 24 |

| | | Nombre de personnes | |
|--|-----------|---------------------|-----------|
| Élus | 17 | | |
| Préfets de MRC | | 5 | |
| Maires | | 7 | |
| Conseillers municipaux | | 1 | |
| Délégués | | 3 | |
| Conseils de bande | | 1 | |
| Secteur - Institutionnel | 3 | | |
| Tables de concertation | | 1 | |
| Secteur - Associatif | 2 | | |
| Syndicats | | 0 | |
| Syndicats autres | | 0 | |
| Communautaire & OBNL | | 1 | |
| Groupes de femmes | | 0 | |
| Femmes autres | | 0 | |
| UPA | | 1 | |
| Économie sociale | | 0 | |
| Secteur - Affaires | 1 | | |
| Secteurs autres | | 0 | |
| Divers | 1 | | |
| Non précisé | 0 | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | | 7 |
| Nombre de femmes - total | | | 8 |
| Nombre d'hommes - total | | | 16 |
| Postes vacants | | | 0 |
| Nombre de femmes - élus | | | 3 |
| Nombre d'hommes - élus | | | 14 |
| Nombre de femmes / Socioéconomiques | | | 5 |
| Nombre d'hommes / Socioéconomiques | | | 2 |
| Total de postes à la CRÉ | 24 | | |
| Postes pourvus | 24 | | |

Outaouais

| Catégorie de membres | Nombre |
|--------------------------|-----------|
| Élus | 15 |
| Socioéconomiques | 4 |
| Secteur - Institutionnel | 3 |
| Secteur - Associatif | 1 |
| Secteur - Affaires | 0 |
| Divers | 0 |
| Non précisé | 0 |
| Total | 19 |

| | | Nombre de personnes | | |
|--|-----------|---------------------|----------|-----------|
| Élus | 15 | | | |
| Préfets de MRC | | 2 | | |
| Maires | | 10 | | |
| Conseillers municipaux | | 3 | | |
| Délégués | | 0 | | |
| Conseils de bande | | 0 | | |
| Secteur - Institutionnel | 3 | | | |
| Tables de concertation | | 1 | | |
| Syndicats autres | | 1 | | |
| Secteur - Associatif | 1 | | | |
| Syndicats | | 0 | | |
| Syndicats autres | | 0 | | |
| Communautaire & OBNL | | 1 | | |
| Groupes de femmes | | 0 | | |
| Femmes autres | | 0 | | |
| UPA | | 0 | | |
| Économie sociale | | 0 | | |
| Secteur - Affaires | 0 | | | |
| Secteurs autres | | 0 | | |
| Divers | 0 | | | |
| Non précisé | 0 | | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | | 0 | |
| Nombre de femmes - total | | | | 5 |
| Nombre d'hommes - total | | | | 14 |
| Postes vacants | | | | 0 |
| Nombre de femmes - élues | | | | 3 |
| Nombre d'hommes - élus | | | | 12 |
| Nombre de femmes / Socioéconomiques | | | | 2 |
| Nombre d'hommes / Socioéconomiques | | | | 2 |
| Total de postes à la CRÉ | 19 | | | |
| Postes pourvus | 19 | | | |

Saguenay-Lac-Saint-Jean

| Catégorie de membres | Nombre |
|--------------------------|-----------|
| Élus | 15 |
| Socioéconomiques | 7 |
| Secteur - Institutionnel | 4 |
| Secteur - Associatif | 2 |
| Secteur - Affaires | 1 |
| Divers | 0 |
| Non précisé | 0 |
| Total | 22 |

| | | Nombre de personnes | | |
|--|-----------|---------------------|----------|-----------|
| Élus | 15 | | | |
| Préfets de MRC | | 4 | | |
| Maires | | 6 | | |
| Conseillers municipaux | | 4 | | |
| Délégués | | 0 | | |
| Conseils de bande | | 1 | | |
| Secteur - Institutionnel | 4 | | | |
| Tables de concertation | | 1 | | |
| Secteur - Associatif | 2 | | | |
| Syndicats | | 0 | | |
| Syndicats autres | | 1 | | |
| Communautaire & OBNL | | 0 | | |
| Groupes de femmes | | 0 | | |
| Femmes autres | | 0 | | |
| UPA | | 1 | | |
| Économie sociale | | 0 | | |
| Secteur - Affaires | 1 | | | |
| Secteurs autres | | 0 | | |
| Divers | 0 | | | |
| Non précisé | 0 | | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | | 4 | |
| Nombre de femmes - total | | | | 3 |
| Nombre d'hommes - total | | | | 19 |
| Postes vacants | | | | 0 |
| Nombre de femmes - élues | | | | 0 |
| Nombre d'hommes - élus | | | | 15 |
| Nombre de femmes / Socioéconomiques | | | | 3 |
| Nombre d'hommes / Socioéconomiques | | | | 4 |
| Total de postes à la CRÉ | 22 | | | |
| Postes pourvus | 22 | | | |

Abitibi-Témiscamingue

| Catégorie de membres | Nombre |
|--------------------------|-----------|
| Élus | 14 |
| Socioéconomiques | 6 |
| Secteur - Institutionnel | 4 |
| Secteur - Associatif | 1 |
| Secteur - Affaires | 0 |
| Divers | 1 |
| Non précisé | 0 |
| Total | 20 |

| | | Nombre de personnes | | |
|---|-----------|---------------------|----------|-----------|
| Élus | 14 | | | |
| Préfets de MRC | | 5 | | |
| Maires | | 7 | | |
| Conseillers municipaux | | 1 | | |
| Délégués | | 0 | | |
| Conseils de bande (Syndicats autres) | | 1 | 1 | |
| Secteur - Institutionnel | 4 | | | |
| Tables de concertation | | 1 | | |
| Secteur - Associatif | 1 | | | |
| Syndicats | | 0 | | |
| Syndicats autres | | 1 | | |
| Communautaire & OBNL | | 0 | | |
| Groupes de femmes | | 0 | | |
| Femmes autres | | 0 | | |
| UPA | | 0 | | |
| Économie sociale | | 0 | | |
| Secteur - Affaires | 0 | | | |
| Secteurs autres | | 0 | | |
| Divers | 1 | | | |
| Non précisé | 0 | | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | | 5 | |
| Nombre de femmes - total | | | | 6 |
| Nombre d'hommes - total | | | | 13 |
| Postes vacants | | | | 1 |
| Nombre de femmes - élues | | | | 1 |
| Nombre d'hommes - élus | | | | 12 |
| Nombre de femmes / Socioéconomiques | | | | 5 |
| Nombre d'hommes / Socioéconomiques | | | | 1 |
| Total de postes à la CRÉ | 20 | | | |
| Postes pourvus | 19 | | | |

Laurentides

| Catégorie de membres | Nombre | % du total | % de la catégorie |
|--------------------------|-----------|--------------|-------------------|
| Élus | 35 | 31,5% | 100,0% |
| Socioéconomiques | 13 | 11,7% | 100,0% |
| Secteur - Institutionnel | 8 | 7,2% | 21,6% |
| Secteur - Associatif | 1 | 0,9% | 2,7% |
| Secteur - Affaires | 3 | 2,7% | 8,1% |
| Divers | 1 | 0,9% | 2,7% |
| Non précisé | 0 | 0,0% | 0,0% |
| Total | 48 | 43,2% | |

Nombre de personnes

| | | | | |
|--|-----------|-----------|----------|-----------|
| Élus | 35 | | | |
| Préfets de MRC | | 8 | | |
| Maires | | 23 | | |
| Conseillers municipaux | | 3 | | |
| Délégués | | 0 | | |
| Conseils de bande | | 1 | | |
| Secteur - Institutionnel | 8 | | | |
| Tables de concertation | | 0 | | |
| Syndicats autres | | 1 | | |
| Secteur - Associatif | 1 | | | |
| Syndicats | | 0 | | |
| Syndicats autres | | 0 | | |
| Communautaire & OBNL | | 0 | | |
| Groupes de femmes | | 0 | | |
| Femmes autres | | 1 | | |
| UPA | | 0 | | |
| Économie sociale | | 0 | | |
| Secteur - Affaires | 3 | | | |
| Secteurs autres | | 0 | | |
| Divers | 1 | | | |
| Non précisé | 0 | | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | 0 | 0 | |
| Nombre de femmes - total | | | | 12 |
| Nombre d'hommes - total | | | | 34 |
| Postes vacants | | | | 2 |
| Nombre de femmes - élus | | | | 5 |
| Nombre d'hommes - élus | | | | 29 |
| Nombre de femmes / Socioéconomiques | | | | 7 |
| Nombre d'hommes / Socioéconomiques | | | | 5 |
| Total de postes à la CRÉ | 48 | | | |
| Postes pourvus | 46 | | | |

Lanaudière

| Catégorie de membres | Nombre |
|--------------------------|-----------|
| Élus | 23 |
| Socioéconomiques | 12 |
| Secteur - Institutionnel | 9 |
| Secteur - Associatif | 2 |
| Secteur - Affaires | 1 |
| Divers | 0 |
| Non précisé | 0 |
| Total | 35 |

| | | Nombre de personnes | |
|--|-----------|---------------------|-----------|
| Élus | 23 | | |
| Préfets de MRC | | 3 | |
| Maires | | 17 | |
| Conseillers municipaux | | 2 | |
| Délégués | | 0 | |
| Conseils de bande | | 1 | |
| Secteur - Institutionnel | 9 | | |
| Tables de concertation | | 2 | |
| Secteur - Associatif | 2 | | |
| Syndicats | | 0 | |
| Syndicats autres | | 0 | |
| Communautaire & OBNL | | 1 | |
| Groupes de femmes | | 1 | |
| Femmes autres | | 0 | |
| UPA | | 0 | |
| Économie sociale | | 0 | |
| Secteur - Affaires | 1 | | |
| Secteurs autres | | 0 | |
| Divers | 0 | | |
| Non précisé | 0 | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | | 11 |
| Nombre de femmes - total | | | 12 |
| Nombre d'hommes - total | | | 23 |
| Postes vacants | | | 0 |
| Nombre de femmes - élus | | | 3 |
| Nombre d'hommes - élus | | | 20 |
| Nombre de femmes / Socioéconomiques | | | 9 |
| Nombre d'hommes / Socioéconomiques | | | 3 |
| Total de postes à la CRÉ | 35 | | |
| Postes pourvus | 35 | | |

La participation syndicale et des autres acteurs de la société civile
dans les conférences régionales des élus (CRÉ) : portrait, alliances, stratégies.

Estrie

| Catégorie de membres | Nombre |
|--------------------------|-----------|
| Élus | 18 |
| Socioéconomiques | 9 |
| Secteur - Institutionnel | 3 |
| Secteur - Associatif | 2 |
| Secteur - Affaires | 1 |
| Divers | 3 |
| Non précisé | 0 |
| Total | 27 |

Nombre de personnes

| | | | |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Élus | 18 | | |
| Préfets de MRC | | 4 | |
| Maires | | 12 | |
| Conseillers municipaux | | 2 | |
| Délégués | | 0 | |
| Conseils de bande | | 0 | |
| Secteur - Institutionnel | 3 | | |
| Tables de concertation | | 0 | |
| Secteur - Associatif | 2 | | |
| Syndicats | | 0 | |
| Syndicats autres | | 0 | |
| Communautaire & OBNL | | 1 | |
| Groupes de femmes | | 0 | |
| Femmes autres | | 0 | |
| UPA | | 1 | |
| Économie sociale | | 0 | |
| Secteur - Affaires | 1 | | |
| Secteurs autres | | 0 | |
| Divers | 3 | | |
| Non précisé | 0 | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | 0 | |
| Nombre de femmes - total | | | 7 |
| Nombre d'hommes - total | | | 20 |
| Postes vacants | | | 0 |
| Nombre de femmes - élues | | | 3 |
| Nombre d'hommes - élus | | | 15 |
| Nombre de femmes / Socioéconomiques | | | 4 |
| Nombre d'hommes / Socioéconomiques | | | 5 |
| Total de postes à la CRÉ | 27 | | |
| Postes pourvus | 27 | | |

Montérégie-Est

| Catégorie de membres | Nombre | % du total | % de la catégorie |
|--------------------------|-----------|--------------|-------------------|
| Élus | 35 | 31,5% | 100,0% |
| Socioéconomiques | 12 | 10,8% | 100,0% |
| Secteur - Institutionnel | 6 | 5,4% | 16,2% |
| Secteur - Associatif | 3 | 2,7% | 8,1% |
| Secteur - Affaires | 1 | 0,9% | 2,7% |
| Divers | 2 | 1,8% | 5,4% |
| Non précisé | 0 | 0,0% | 0,0% |
| Total | 47 | 42,3% | |

Nombre de personnes

| | | | |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Élus | 35 | | |
| Préfets de MRC | | 9 | |
| Maires | | 25 | |
| Conseillers municipaux | | 1 | |
| Délégués | | 0 | |
| Conseils de bande | | 0 | |
| Secteur - Institutionnel | 6 | | |
| Tables de concertation | | 2 | |
| Secteur - Associatif | 3 | | |
| Syndicats | | 0 | |
| Syndicats autres | | 0 | |
| Communautaire & OBNL | | 2 | |
| Groupes de femmes | | 0 | |
| Femmes autres | | 0 | |
| UPA | | 1 | |
| Économie sociale | | 0 | |
| Secteur - Affaires | 1 | | |
| Secteurs autres | | 0 | |
| Divers | 2 | | |
| Non précisé | 0 | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | | 12 |
| Nombre de femmes - total | | | 10 |
| Nombre d'hommes - total | | | 37 |
| Postes vacants | | | 0 |
| Nombre de femmes - élues | | | 4 |
| Nombre d'hommes - élus | | | 31 |
| Nombre de femmes / Socioéconomiques | | | 6 |
| Nombre d'hommes / Socioéconomiques | | | 6 |
| Total de postes à la CRÉ | 47 | | |
| Postes pourvus | 47 | | |

Montérégie-Ouest

| Catégorie de membres | Nombre | % du total | % de la catégorie |
|--------------------------|-----------|---------------|-------------------|
| Élus | 26 | 66,7% | 100,0% |
| Socioéconomiques | 11 | 33,3% | 100,0% |
| Secteur - Institutionnel | 4 | 9,0% | 27,0% |
| Secteur - Associatif | 2 | 19,8% | 59,5% |
| Secteur - Affaires | 3 | 3,6% | 10,8% |
| Divers | 2 | 0,0% | 0,0% |
| Non précisé | 0 | 0,9% | 2,7% |
| Total | 37 | 100,0% | |

Nombre de personnes

| | | | |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Élus | 26 | | |
| Préfets de MRC | | 5 | |
| Maires | | 20 | |
| Conseillers municipaux | | 0 | |
| Délégués | | 0 | |
| Conseils de bande | | 1 | |
| Secteur - Institutionnel | 4 | | |
| Tables de concertation | | 2 | |
| Secteur - Associatif | 2 | | |
| Syndicats | | 0 | |
| Syndicats autres | | 0 | |
| Communautaire & OBNL | | 1 | |
| Groupes de femmes | | 1 | |
| Femmes autres | | 0 | |
| UPA | | 0 | |
| Économie sociale | | 0 | |
| Secteur - Affaires | 3 | | |
| Secteurs autres | | 0 | |
| Divers | 2 | | |
| Non précisé | 0 | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | | 7 |
| Nombre de femmes - total | | | 8 |
| Nombre d'hommes - total | | | 28 |
| Postes vacants | | | 1 |
| Nombre de femmes - élus | | | 3 |
| Nombre d'hommes - élus | | | 22 |
| Nombre de femmes / Socioéconomiques | | | 5 |
| Nombre d'hommes / Socioéconomiques | | | 6 |
| Total de postes à la CRÉ | 37 | | |
| Postes pourvus | 36 | | |

Longueuil

| Catégorie de membres | Nombre | % du total | % de la catégorie |
|--------------------------|-----------|--------------|-------------------|
| Élus | 43 | 38,7% | 100,0% |
| Socioéconomiques | 0 | 0,0% | 0,0% |
| Secteur - Institutionnel | 0 | 0,0% | 0,0% |
| Secteur - Associatif | 0 | 0,0% | 0,0% |
| Secteur - Affaires | 0 | 0,0% | 0,0% |
| Divers | 0 | 0,0% | 0,0% |
| Non précisé | 0 | 0,0% | 0,0% |
| Total | 43 | 38,7% | |

| Nombre de personnes | | | |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Élus | 43 | | |
| Préfets de MRC | | 0 | |
| Maires | | 1 | |
| Conseillers municipaux | | 42 | |
| Délégués | | 0 | |
| Conseils de bande | | 0 | |
| Secteur - Institutionnel | 0 | | |
| Tables de concertation | | 0 | |
| Secteur - Associatif | 0 | | |
| Syndicats | | 0 | |
| Syndicats autres | | 0 | |
| Communautaire & OBNL | | 0 | |
| Groupes de femmes | | 0 | |
| Femmes autres | | 0 | |
| UPA | | 0 | |
| Économie sociale | | 0 | |
| Secteur - Affaires | 0 | | |
| Secteurs autres | | 0 | |
| Divers | 0 | | |
| Non précisé | 0 | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | | 9 |
| Nombre de femmes - total | | | 13 |
| Nombre d'hommes - total | | | 30 |
| Postes vacants | | | 0 |
| Nombre de femmes - élus | | | 13 |
| Nombre d'hommes - élus | | | 30 |
| Total de postes à la CRÉ | 43 | | |
| Postes pourvus | 43 | | |

Remarque: À Laval et à Longueuil, tous les sièges au CA de la CRÉ sont occupés par des élus municipaux. Il existe par contre dans ces deux CRÉ une table de concertation (Longueuil), ou une commission régionale de développement (Laval) où siègent des représentants syndicaux (FTQ dans les deux cas).

Chaudières-Appalaches

| Catégorie de membres | Nombre |
|--------------------------|-----------|
| Élus | 24 |
| Socioéconomiques | 10 |
| Secteur - Institutionnel | 5 |
| Secteur - Associatif | 3 |
| Secteur - Affaires | 1 |
| Divers | 1 |
| Non précisé | 0 |
| Total | 34 |

| | | Nombre de personnes | | |
|--|-----------|---------------------|----------|-----------|
| Élus | 24 | | | |
| Préfets de MRC | | 9 | | |
| Maires | | 13 | | |
| Conseillers municipaux | | 2 | | |
| Délégués | | 0 | | |
| Conseils de bande | | 0 | | |
| Secteur - Institutionnel | 5 | | | |
| Tables de concertation | | 1 | | |
| Secteur - Associatif | 3 | | | |
| Syndicats | | 0 | | |
| Syndicats autres | | 0 | | |
| Communautaire & OBNL | | 3 | | |
| Groupes de femmes | | 0 | | |
| Femmes autres | | 0 | | |
| UPA | | 0 | | |
| Économie sociale | | 0 | | |
| Secteur - Affaires | 1 | | | |
| Secteurs autres | | 0 | | |
| Divers | 1 | | | |
| Non précisé | 0 | | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | | 0 | |
| Nombre de femmes - total | | | | 6 |
| Nombre d'hommes - total | | | | 28 |
| Postes vacants | | | | 0 |
| Nombre de femmes - élues | | | | 1 |
| Nombre d'hommes - élus | | | | 23 |
| Nombre de femmes / Socioéconomiques | | | | 5 |
| Nombre d'hommes / Socioéconomiques | | | | 5 |
| Total de postes à la CRÉ | 34 | | | |
| Postes pourvus | 34 | | | |

Bas-Saint-Laurent

| Catégorie de membres | Nombre |
|--------------------------|-----------|
| Élus | 18 |
| Socioéconomiques | 8 |
| Secteur - Institutionnel | 5 |
| Secteur - Associatif | 2 |
| Secteur - Affaires | 0 |
| Divers | 1 |
| Non précisé | 0 |
| Total | 26 |

| | Nombre de personnes | | |
|--|---------------------|----------|-----------|
| Élus | 18 | | |
| Préfets de MRC | | 8 | |
| Maires | | 9 | |
| Conseillers municipaux | | 0 | |
| Délégués | | 0 | |
| Conseils de bande | | 1 | |
| Secteur - Institutionnel | 5 | | |
| Tables de concertation | | 2 | |
| Secteur - Associatif | 2 | | |
| Syndicats | | 0 | |
| Syndicats autres | | 1 | |
| Communautaire & OBNL | | 0 | |
| Groupes de femmes | | 1 | |
| Femmes autres | | 0 | |
| UPA | | 0 | |
| Économie sociale | | 0 | |
| Secteur - Affaires | 0 | | |
| Secteurs autres | | 0 | |
| Divers | 1 | | |
| Non précisé | 0 | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | 0 | 5 |
| Nombre de femmes - total | | | 7 |
| Nombre d'hommes - total | | | 18 |
| Postes vacants | | | 1 |
| Nombre de femmes - élues | | | 3 |
| Nombre d'hommes - élus | | | 15 |
| Nombre de femmes / Socioéconomiques | | | 4 |
| Nombre d'hommes / Socioéconomiques | | | 3 |
| Total de postes à la CRÉ | 26 | | |
| Postes pourvus | 25 | | |

Gaspésie

| Catégorie de membres | Nombre |
|--------------------------|-----------|
| Élus | 12 |
| Socioéconomiques | 6 |
| Secteur - Institutionnel | 0 |
| Secteur - Associatif | 0 |
| Secteur - Affaires | 0 |
| Divers | 0 |
| Non précisé | 6 |
| Total | 18 |

| | | Nombre de personnes | | |
|--|-----------|---------------------|----------|-----------|
| Élus | 12 | | | |
| Préfets de MRC | | 5 | | |
| Maires | | 6 | | |
| Conseillers municipaux | | 1 | | |
| Délégués | | 0 | | |
| Conseils de bande | | 0 | | |
| Secteur - Institutionnel | 0 | | | |
| Tables de concertation | | 0 | | |
| Secteur - Associatif | 0 | | | |
| Syndicats | | 0 | | |
| Syndicats autres | | 0 | | |
| Communautaire & OBNL | | 0 | | |
| Groupes de femmes | | 0 | | |
| Femmes autres | | 0 | | |
| UPA | | 0 | | |
| Économie sociale | | 0 | | |
| Secteur - Affaires | 0 | | | |
| Secteurs autres | | 0 | | |
| Divers | 0 | | | |
| Non précisé | 6 | | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | | 0 | |
| Nombre de femmes - total | | | | 3 |
| Nombre d'hommes - total | | | | 15 |
| Postes vacants | | | | 0 |
| Nombre de femmes - élus | | | | 1 |
| Nombre d'hommes - élus | | | | 11 |
| Nombre de femmes / Socioéconomiques | | | | 2 |
| Nombre d'hommes / Socioéconomiques | | | | 4 |
| Total de postes à la CRÉ | 18 | | | |
| Postes pourvus | 18 | | | |

Côte-Nord

| Catégorie de membres | Nombre |
|--------------------------|-----------|
| Élus | 15 |
| Socioéconomiques | 6 |
| Secteur - Institutionnel | 1 |
| Secteur - Associatif | 3 |
| Secteur - Affaires | 0 |
| Divers | 0 |
| Non précisé | 2 |
| Total | 21 |

| | Nombre de personnes | | |
|--|---------------------|----------|-----------|
| Élus | 15 | | |
| Préfets de MRC | | 4 | |
| Maires | | 6 | |
| Conseillers municipaux | | 1 | |
| Délégués | | 2 | |
| Conseils de bande | | 2 | |
| Secteur - Institutionnel | 1 | | |
| Tables de concertation | | 0 | |
| Secteur - Associatif | 3 | | |
| Syndicats | | 1 | |
| Syndicats autres | | 0 | |
| Communautaire & OBNL | | 1 | |
| Groupes de femmes | | 0 | |
| Femmes autres | | 0 | |
| UPA | | 0 | |
| Économie sociale | | 1 | |
| Secteur - Affaires | 0 | | |
| Secteurs autres | | | |
| Divers | 0 | | |
| Non précisé | 2 | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | 5 | |
| Nombre de femmes - total | | | 6 |
| Nombre d'hommes - total | | | 14 |
| Postes vacants | | | 1 |
| Nombre de femmes - élues | | | 3 |
| Nombre d'hommes - élus | | | 11 |
| Nombre de femmes / Socioéconomiques | | | 3 |
| Nombre d'hommes / Socioéconomiques | | | 3 |
| Total de postes à la CRÉ | 21 | | |
| Postes pourvus | 20 | | |

Baie-James

| Catégorie de membres | Nombre |
|--------------------------|-----------|
| Élus | 8 |
| Socioéconomiques | 4 |
| Secteur - Institutionnel | 2 |
| Secteur - Associatif | 1 |
| Secteur - Affaires | 1 |
| Divers | 0 |
| Non précisé | 0 |
| Total | 12 |

| Nombre de personnes | | | |
|--|-----------|----------|----------|
| Élus | 8 | | |
| Préfets de MRC | | 0 | |
| Maires | | 4 | |
| Conseillers municipaux | | 4 | |
| Délégués | | 0 | |
| Conseils de bande | | 0 | |
| Secteur - Institutionnel | 2 | | |
| Tables de concertation | | 0 | |
| Secteur - Associatif | 1 | | |
| Syndicats | | 0 | |
| Syndicats autres | | 0 | |
| Communautaire & OBNL | | 1 | |
| Groupes de femmes | | 0 | |
| Femmes autres | | 0 | |
| UPA | | 0 | |
| Économie sociale | | 0 | |
| Secteur - Affaires | 1 | | |
| Secteurs autres | | 0 | |
| Divers | 0 | | |
| Non précisé | 0 | | |
| Membres de l'exécutif de la CRÉ | | | 0 |
| Nombre de femmes - total | | | 4 |
| Nombre d'hommes - total | | | 8 |
| Postes vacants | | | 0 |
| Nombre de femmes - élus | | | 2 |
| Nombre d'hommes - élus | | | 6 |
| Nombre de femmes / Socioéconomiques | | | 2 |
| Nombre d'hommes / Socioéconomiques | | | 2 |
| Total de postes à la CRÉ | 12 | | |
| Postes pourvus | 12 | | |